

C.R.E.D.O.C.
BIBLIOTHÈQUE

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

LE SECTEUR DES SERVICES

Sou1967-2061

Le secteur des services / J.
Dumard, J. Niaudet, M. Herland.
(Nov. 1967).

Novembre 1967

CREDOC•Bibliothèque



R 4 41 (1)

C.R.E.D.O.C.
BIBLIOTHEQUE

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

LE SECTEUR DES SERVICES



J. DUMARD
J. NIAUDET/B.B
M. HERLAND

15 Novembre 1967

R⁴⁷⁶
041

S O M M A I R E

	Pages
<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>PARTIE I - L'EVOLUTION PASSEE</u>	4
I - Champ de l'étude - Sources	4
II - Croissance du secteur des services dans l'économie	9
III - Etude des critères d'évolution	20
<u>PARTIE II - ANALYSE DES FACTEURS INFLUENCANT LA CONSOMMATION DES SERVICES</u>	79
I - Facteurs quantitatifs	79
II - Facteurs qualitatifs	79
<u>PARTIE III - CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES SUR LA PROJECTION DES SERVICES</u>	84
Une démarche théorique pour la projection	84
Une recherche de cohérence	85
Une démarche empirique pour la projection	86
Recherche de méthodes auxiliaires	86
Hypothèses de croissance économique	87

INTRODUCTION

Dans la plupart des pays l'expansion économique s'est traduite en partie par un essor du secteur tertiaire ou secteur des services. Ce secteur englobe les activités qui n'entrent ni dans le secteur primaire, qui est celui de l'exploitation des ressources, ni dans celui des industries. De ce fait il est formé d'éléments extrêmement disparates. De nombreux types de services existent depuis longtemps tandis que certains sont tout récents. Quoiqu'il en soit, ils ont gagné en ampleur et en diversité. Dans la société contemporaine il faut une gamme de services étendue pour assurer la bonne marche des entreprises qui se consacrent aux activités fondamentales de production, car leurs débouchés se sont accrus aussi bien en dimension qu'en portée géographique. Leurs liens se sont en outre resserrés et elles sont plus promptes à réagir à l'évènement. Par ailleurs l'augmentation générale des revenus nationaux et individuels, la diminution du temps de travail ont créé de nouveaux besoins économiques, ce qui explique la multiplication des services spécialisés qui s'adressent aux consommateurs et aux producteurs.

Avant d'étudier le "secteur des services" il importe de chercher à définir le domaine qu'il couvre, ce qui ne va pas sans difficultés puisque cette expression n'évoque pas automatiquement une série d'activités précises. De surcroît si l'on se réfère aux grands auteurs de la pensée économique il ne semble pas que les services aient été considérés comme "productifs" avant une date assez récente. QUESNAY parle de "dépenses stériles", de "classe stérile". "Ce n'est qu'à mesure que les propriétaires se rassemblent dans les villes que la consommation s'éloigne de la production, que le voiturage et les dépenses stériles s'étendent, et que les arts de luxe s'établissent"... Les "dépenses stériles" consistent en "marchandises de main-d'oeuvre, logements, vêtements, intérêts d'argent, domestiques, frais de commerce etc...". A. SMITH dans "Wealth of Nations II" chapitre 3 énumère les "activités improductives". Après les "domestiques" il cite les forces armées et les magistrats, les hommes d'Eglise, les avocats, les médecins, les acteurs etc ... et il justifie son raisonnement par la durée de la fabrication de la plupart des biens, or pour les services l'acte de production et celui de consommation sont simultanés et indissociables.

Les "services" ne semblent avoir conquis le titre de "productifs" qu'à partir du moment où la théorie économique a retenu la notion de flux comme base de la comptabilité nationale. Quand J.R. HICKS définit la production comme étant toute activité tendant par échange à la satisfaction des besoins de la population, il ajoute "il y a bien des activités qui ne produisent pas des biens matériels mais à notre sens : médecins, professeurs, fonctionnaires ... sont des producteurs. Les choses qu'ils produisent sont des services, ils font un travail utile et on les paye pour le faire".

COLIN CLARK distingue dans "The Conditions of Economic Progress" trois secteurs : agriculture, industrie, services. La définition qu'il retient se rapproche de :

$$\text{Activité totale} - (\text{agriculture} + \text{industrie}) = \text{Services}$$

M. LENGELLE fait remarquer que l'origine même du terme "secteur des services" créé par les économistes anglo-saxons est une source de difficultés. "En français la distinction entre la traduction des mots "goods + services" n'existe pas dans le langage courant, le "bien" désigne ce qui est utile, avantageux ou agréable ..."

Etant donné la diversité des définitions proposées on peut se demander si un essai de description des caractéristiques du secteur des services serait une approche possible.

Les caractéristiques du secteur Service varient considérablement d'un pays à l'autre, le contexte politique et social dans lequel le secteur exerce ses activités a une influence. Cependant certains traits distinguent les services des industries manufacturières :

1 - La nature du produit :

La notion de services implique quelque chose d'immédiat, de non stockable. L'acte de production et l'acte de consommation sont liés, le lien économique fondamental s'établit non avec des matières mais avec des hommes (client ou utilisateur). L'activité des services a pour objet la personne à satisfaire plutôt que le produit qui doit la satisfaire. Cependant le progrès technique entraîne des innovations qui "dépersonnalisent" le service : libre service, distributeurs automatiques ...

2 - Main-d'oeuvre :

On ne peut dissocier la compétence de la main-d'oeuvre qui fournit le service de la qualité de celui-ci.

L'activité professionnelle indépendante tend à être supplantée par l'emploi salarié. Les grandes entreprises et les sociétés anonymes se multiplient dans le secteur des services. Les organismes publics ou para-publics assument une part importante des services.

Ce secteur connaît actuellement une profonde mutation, tant sur le plan des structures que celui de la technique. Certaines branches se contractent, d'autres s'étendent. La mécanisation s'introduit dans les branches les plus anciennes entraînant un changement dans la qualification du personnel (programmeurs, mécanographes).

Beaucoup d'occupations du secteur des services ne dépendent pas des forces physiques ou musculaires ce qui permet aux femmes d'entrer en concurrence avec les hommes.

3 - L'entreprise de services :

A quelques exceptions près le travail avait dans le passé beaucoup plus d'importance que l'investissement en capital fixe. On constate actuellement un changement à cet égard : une loi a récemment réglé les données du "leasing" parce que les capitaux mis en jeu sont vite considérables.

x

x

x

Ces quelques remarques montrent la complexité du secteur des services, il ne saurait être question d'en aborder l'étude globalement. La définition même du champ de l'étude pose des problèmes théoriques, qui ont été résolus par l'établissement d'une nomenclature dont on trouvera le détail page 30. Chaque grand poste de la nomenclature a fait l'objet d'une observation : ayant pour but la description graphique de la tendance passée. Cependant la diversité même des activités soulève des difficultés : quelle mesure adopter pour appréhender la croissance ? Le chiffre d'affaires des entreprises est apparu comme un bon indicateur, mais on ne pouvait pas mesurer l'expansion du secteur bancaire ou des services publics par ce moyen : en ce qui concerne les banques ne serait-ce pas plutôt l'évolution de la masse de crédits distribués ?

Le nombre des salariés peut aussi donner une indication, cependant la variation des effectifs dans telle ou telle branche peut recouvrir un accroissement de la productivité (super-marché).

Il a donc paru indispensable, en première approximation, d'examiner séparément chaque grand poste de la nomenclature et de réunir le maximum de données statistiques disponibles.

PARTIE I

L'EVOLUTION PASSEE

La présentation de l'évolution passée du secteur tertiaire peut se faire en deux étapes : d'abord au niveau global pour ce secteur par rapport à l'ensemble de l'économie, ensuite à un niveau plus détaillé. Mais auparavant la définition du cadre de l'étude et le recensement des sources statistiques disponibles auront permis de justifier les différents niveaux de détail qui ont été finalement retenus.

I - CHAMP DE L'ETUDE. SOURCES1 - Champ de l'étude : définition des 15 secteurs de services

Le champ de l'étude ayant été défini par la nomenclature fournie par la C.E.C.A., le problème a consisté à raccorder la nomenclature proposée à celle des "activités économiques" françaises telles qu'elles sont définies par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, puisque c'est selon cette nomenclature que se présente la grande masse des informations disponibles.

La correspondance entre les deux nomenclatures apparaît dans le tableau I.

2 - Sources : définition de 4 catégories de prestataires de services

Cette étude s'appuie sur des séries statistiques fournies par cinq sources :

- Les recensements de la population française à partir de 1856, et surtout les deux derniers effectués en 1954 et 1962.
- Les statistiques fiscales des "Bénéfices Industriels et Commerciaux" (B.I.C.).
- Les Comptes de la Nation.
- Dans une moindre mesure, certains documents budgétaires de l'Etat.
- Les rapports annuels du Conseil National du CREDIT.

Correspondances entre la nomenclature C.E.C.A.
et la nomenclature des activités économiques

C.E.C.A.	N° d'activités économiques
1. Transports et télécommunications 1.A. Transports ferroviaires 1.B. Transports routiers 1.C. Transports maritimes et fluviaux 1.D. Transports aériens 1.E. Services des auxiliaires de transports et des entrepôts 1.F. Communications	63. Transports ferroviaires et assimilés, transports urbains et suburbains 62. Entreprises de transports publics routiers 65. Transports maritimes 64. Transports de navigation intérieure 66. Transports aériens 462. Entrepôts frigorifiques 463. Transports sous régime de température dirigée (jusqu'en 1960) 67. Auxiliaires des transports 68. Transmissions 86. Radiodiffusion et télévision
2. Banques et assurances 2.A. Banques 2.B. Assurances	83. Etablissements financiers, banques bourses de valeurs 84. Assurances
3. Commerces	69. Commerces agricoles et alimentaires (69 et 70 à partir de 1962) 71. Commerces multiples et commerces S.A.I. (70 jusqu'en 1960) 72. Commerces et spectacles non sédentaires (sauf 721 "attractions foraines" → secteur 8 "services récréatifs") 73. Commerce de matières premières, matériaux, combustibles, quincaillerie 74. Idem 75. Commerce des textiles, de l'habillement et des cuirs 76. Commerces divers 79. Industries et commerces de récupération
4. Hôtels, restaurants, cafés	77. Hôtellerie 78. Débits de boissons, de tabacs

- | | |
|---|---|
| 5. Enseignement | 95. Enseignement |
| 6. Services de santé | 91. Santé |
| 7. Service de recherche | 101. Recherche de pétrole et de gaz naturel par forage |
| | 109. Recherches géophysiques, prospection minière non spécialisée |
| | 115. Recherches de combustibles minéraux solides |
| | 971. Etablissement public de recherches et d'études |
| | 972. Etablissement privé de recherches et d'études |
| 8. Service récréatifs | 721. Attractions foraines |
| | 87. Production cinématographique |
| | 88. Spectacles |
| | 96. Education physique et sports |
| | 89. Hygiène |
| 9. Services personnels | 90. Services domestiques |
| | 05. Activités annexes de l'agriculture |
| 10. Services destinés essentiellement aux entreprises | 81. Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie (+ 80 à partir de 1962), (sauf 804, 805 → secteur 11) |
| | 93. Justice, police, contentieux |
| | 97. Lettres, sciences, arts, professions libérales diverses (sauf 971-2 "établissement public et privé de recherches et d'études" secteur 7 "services de recherches") |
| | 986. Organisation professionnelle économique et sociale |
| | 989. Associations, groupement confession ou philosophique |
| 11. Location de biens de capital fixe autres qu'immeubles | 804. Location de machines et de matériel |
| | 805. Locations diverses |
| 12. Location immobilière | 82. Cession et gestion de biens et de droits industriels et commerciaux |

13. Services de réparation

- 221. Artisans mécaniciens ruraux
- 228. Petits réparateurs mécaniciens (depuis 1962)
- 249. Repassage de couteaux, ciseaux (depuis 1962)
- 264. Réparation de véhicules automobiles
- 267. Réparation de cycles et motocycles
- 289. Réparation d'appareils radio-électriques et électroniques (depuis 1962)
- 295. Réparation d'horlogerie (1958, 1962, 1964)
- 299. Réparation de machines de bureau, machines à écrire (depuis 1962)
- 373. Réchappage et réparation de pneumatiques (hors garage)
- 497. Stoppage et remailage de bonneterie, bas, tissus, vêtements (depuis 1962)
- 526. Cordonniers, savetiers
- 528. Réparation industrielle des chaussures
- 536. Réparation de matelas et literie, réparation de sièges
- 583. Réparateur et accordeur de piscines

(depuis 1962)

14. Autres services n.d.a.

94. Cultes

15. Services des administrations publiques

- 85. Administration économique et financière
- 92. Administration générale
- 98. Administration économique et sociale (sauf 986 et 989 → secteur 10)
- 99. Armées.

Seule la première de ces sources couvre l'ensemble du secteur des services ; aussi a-t-on été conduit, dans la suite de ces développements, à surajouter à la division en 15 secteurs, une répartition des prestataires de services en quatre catégories :

. Les professions libérales pour lesquelles on ne dispose d'autres renseignements directement accessibles que ceux des recensements.

. Les administrations, pour lesquelles nous disposons, en plus, des données élaborées par les comptes nationaux, et, pour les activités propres de l'Etat, des documents budgétaires. Rappelons que les administrations, au sens de la Comptabilité Nationale recouvrent à la fois :

- L'Etat.
- Les collectivités locales.
- Les organismes semi-publics d'action économique.
- La Sécurité Sociale.
- Les administrations privées.
- Les administrations étrangères et internationales.

. Les entreprises, qui sont seules couvertes par les statistiques fiscales. Le Service des Etudes Economiques et Financières du Ministère des Finances a fait paraître, annuellement de 1952 à 1956, tous les deux ans ensuite, des renseignements précieux sur les entreprises imposées au titre des B.I.C., en particulier le nombre d'entreprises, le chiffre d'affaires par secteur d'activité économique et la masse des salaires.

. Les institutions financières.

Elles sont divisées en :

- Système bancaire (qui comprend la Banque de France et les banques inscrites sur les listes du Conseil National du Crédit, les banques de crédit populaire et la Banque Française du Commerce extérieur).
- Organismes financiers spécialisés tels que la Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Crédit National, Crédit Foncier, etc...
- Sociétés d'assurances.

Les statistiques disponibles dans le rapport annuel du Conseil National du Crédit portent sur les crédits distribués par les institutions financières, l'emploi de l'ensemble des ressources financières et monétaires.

L'indicateur qu'on se propose de retenir pour le secteur financier est le volume des crédits distribués. Le nombre d'établissements ne semble pas significatif puisque des mouvements de concentration ou de fusion ont eu lieu.

La documentation concernant les assurances n'a pas pu encore être exploitée.

Le nombre de personnes actives dans le secteur "banques et assurances" ne paraît pas a priori un facteur significatif : en effet quoiqu'on discerne mal l'effet de la mécanisation sur le nombre d'emplois, il est permis de penser qu'une amélioration de la productivité entraîne un ralentissement du taux de croissance du nombre de personnes actives dans ce secteur.

Si ce regroupement a été dicté par l'origine de l'information disponible, il paraît bien correspondre à des catégories relativement homogènes.

Après une seconde partie consacrée à la croissance relative du secteur tertiaire dans l'ensemble de l'économie, la troisième partie, aura pour but de présenter une analyse plus fine en descendant à deux niveaux de détails successifs :

- Les 15 secteurs C.E.C.A.
- Les quatre catégories de prestataires de services.

On essaiera, aussi souvent que possible, de rapprocher ces deux classifications.

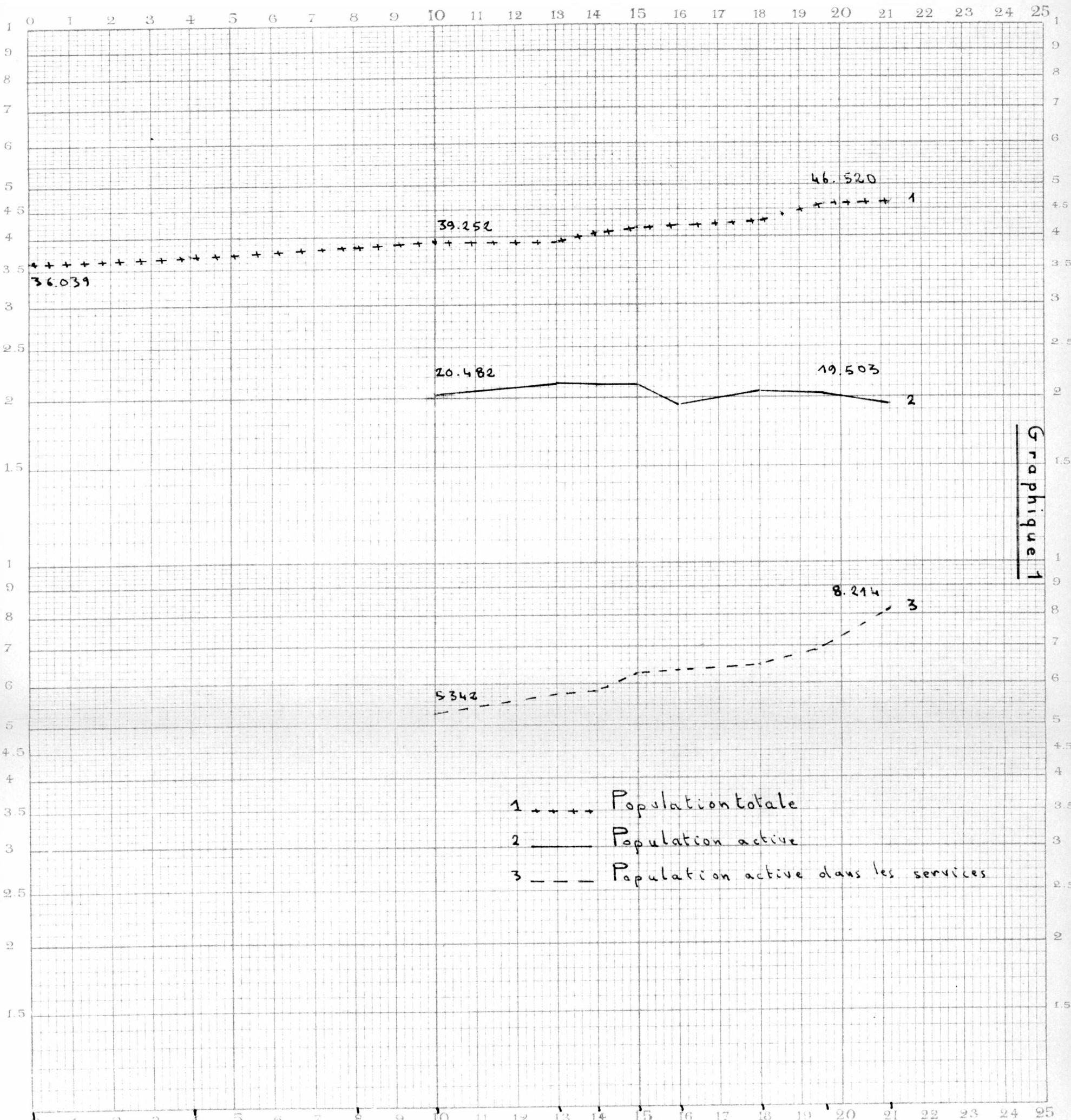
II - CROISSANCE DU SECTEUR DES SERVICES DANS L'ECONOMIE

La tendance à l'accroissement du poids du secteur tertiaire dans l'économie française sera étudiée sur deux plans :

- Le secteur tertiaire dans l'ensemble de l'activité nationale, avec comme indicateur la population active.
- Les entreprises de services dans l'ensemble des entreprises françaises, les critères d'évolution retenus étant alors le nombre d'entreprises et le chiffre d'affaires.

Sans être exhaustif comme le premier, le second plan est peut-être plus significatif des phénomènes strictement économiques.

Population - Population active (en milliers)

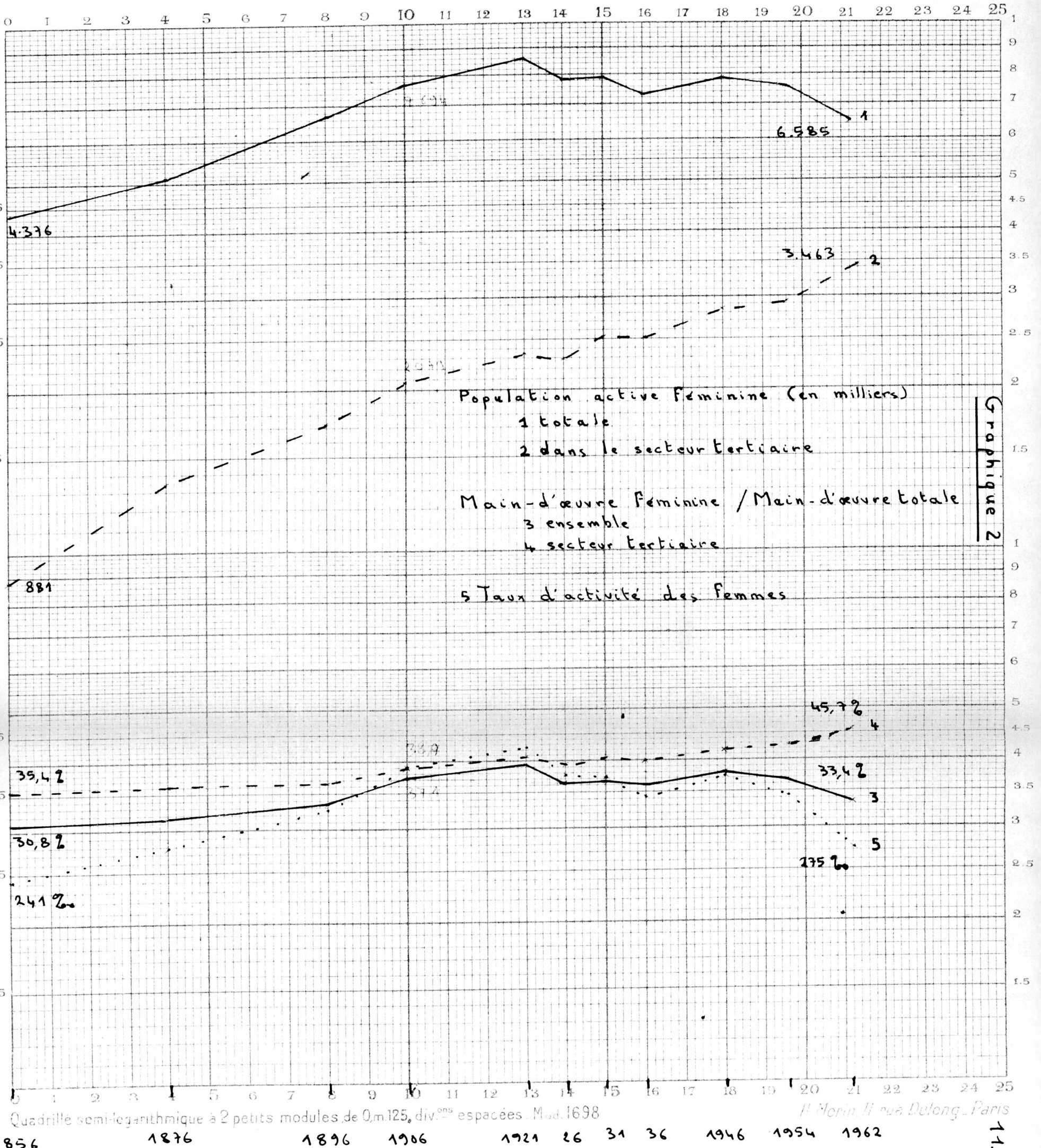


Graphique 1

- 1 - - - - Population totale
- 2 - - - - Population active
- 3 - - - - Population active dans les services

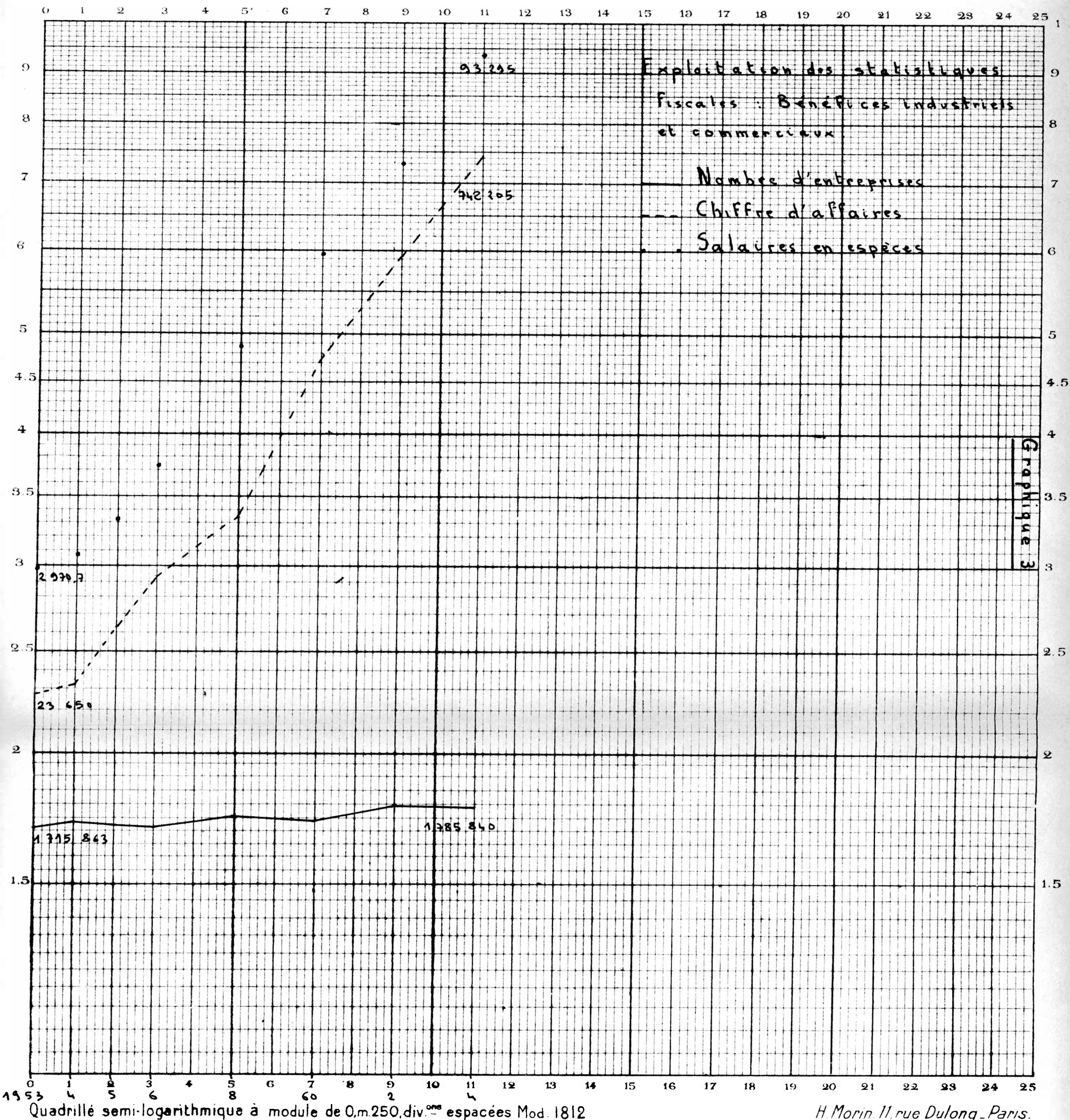
Quadrille semi-logarithmique à 2 petits modules de 0,125, div^{ions} espacées. Mod. 1698. H. Moris, 11, rue Dulong - Paris

La main-d'œuvre féminine depuis 1856



Quadrille semi-logarithmique à 2 petits modules de 0,125, div.^{ons} espacées - Mod. 1698

H. Morin, H. rue Dulong - Paris

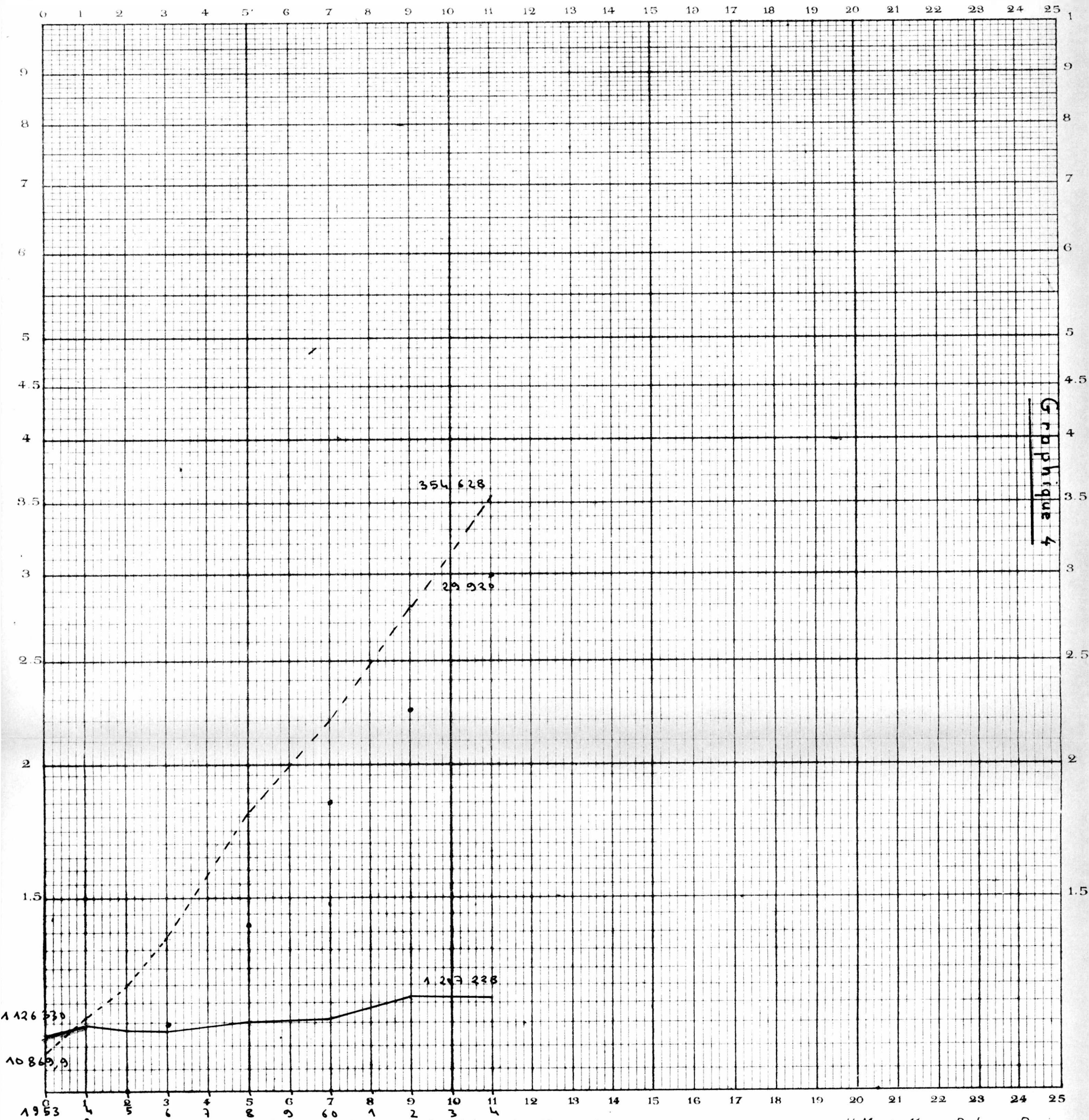


Graphique 3

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

Ensemble des entreprises



Graphique 4

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

878,1 Ensemble des entreprises

de services

1 - Le secteur tertiaire dans l'ensemble de l'activité nationale.
La population active.

Le graphique 1 met en évidence la stagnation de la population active française à long terme malgré une pointe en 1921 (1). Elle est actuellement voisine de 20 millions. Ainsi malgré l'augmentation de la population totale (actifs + non-actifs), la population active n'augmente pas ou peu. Ce qui est dû :

- a) A l'allongement de la durée de vie moyenne.
- b) A l'essor de la natalité des années 1950.
- c) A l'allongement de la scolarité.

Par contre, ce même graphique montre clairement la croissance des effectifs de services, qui passent de 5.342.000 en 1906 à 8.214.000 en 1962, soit un accroissement de 54 %.

Il est intéressant de noter que la moitié de l'accroissement de population active dans les services (2,9 millions) est le fait des femmes (+ 1,4 million). Cf. graphique 2. Entre 1906 et 1962 la main-d'oeuvre féminine dans les services passe de 2.079.000 à 3.463.000 soit un progrès de 67 %. Ce phénomène est d'autant plus remarquable que la part de la main-d'oeuvre féminine dans la population active totale diminue pendant la même période de 37,1% à 33,4 %. Par contre dans le secteur tertiaire elle augmente de 38,9 % à 45,7 %

2 - Les entreprises de services dans l'ensemble des entreprises.

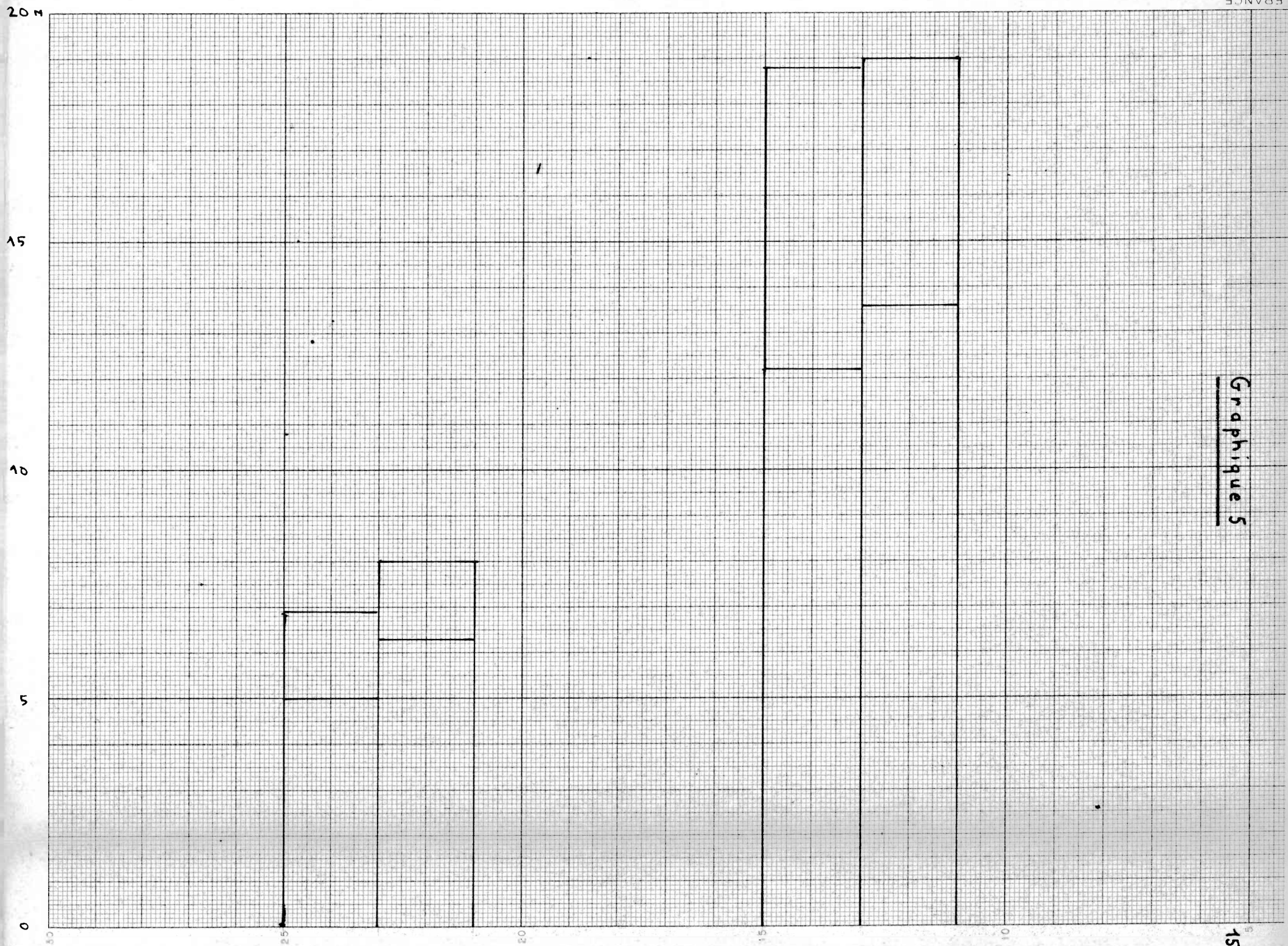
a) Le nombre d'entreprises

Comme le montrent les graphiques 3 et 4, de 1953 à 1964 (dernière année disponible pour l'ensemble des entreprises), le nombre d'entreprises de services (2) est passé de 1.120.000 à 1.200.000, ce qui représente un accroissement de 7 %, alors que le nombre total d'entreprises n'augmentait que de 4 %, de 1.715.000 à 1.785.000. Près des 2/3 des entreprises appartiennent au secteur tertiaire.

(1) En 1954 et 1962 une définition plus restrictive de la population active agricole a été retenue. Les résultats de 1954 ont été corrigés et rendus homogènes avec la série précédente, Cette correction n'a pu être réalisée pour 1962.

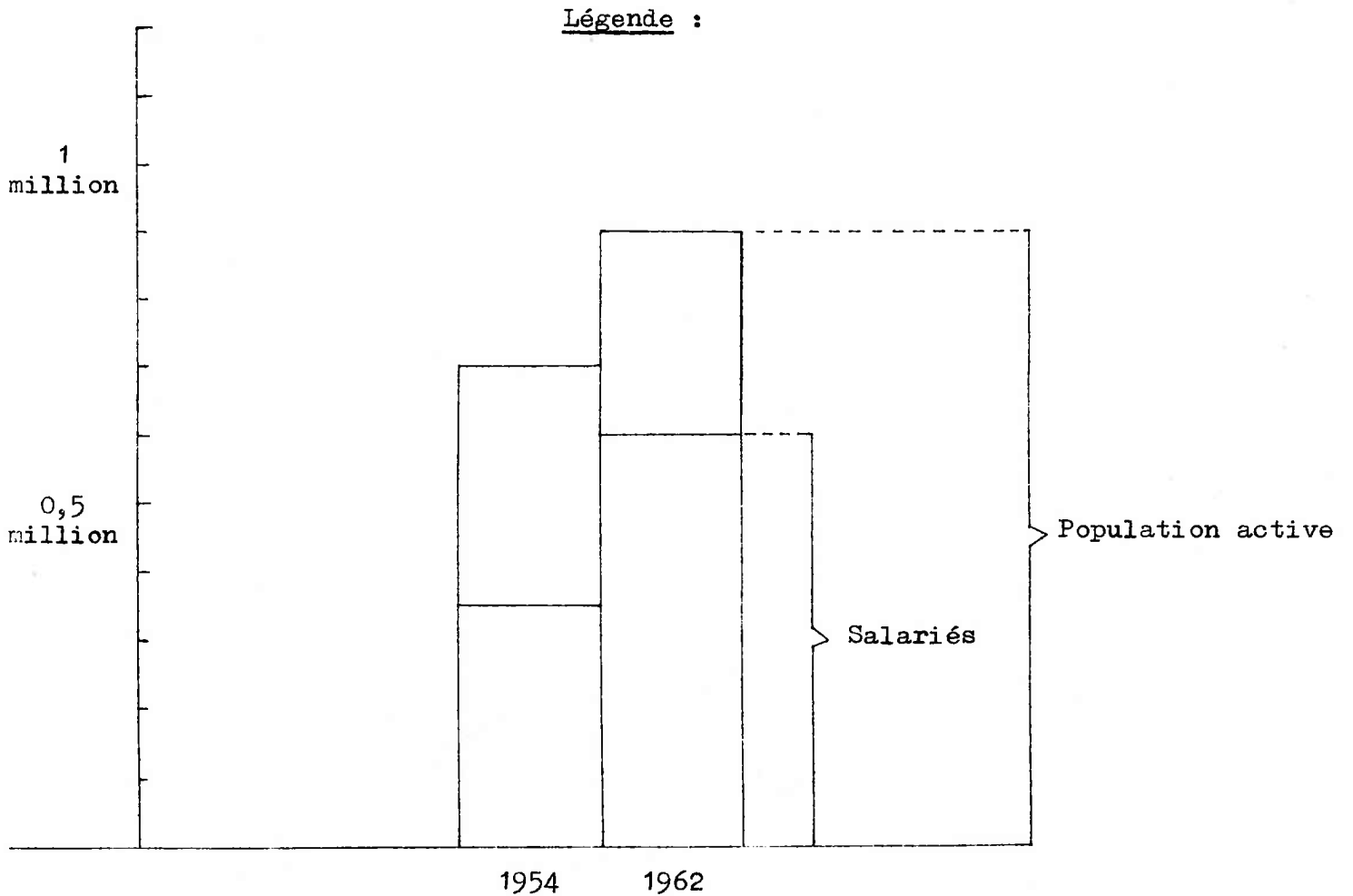
(2) Statistiques fiscales (B.I.C.).

Graphique 5

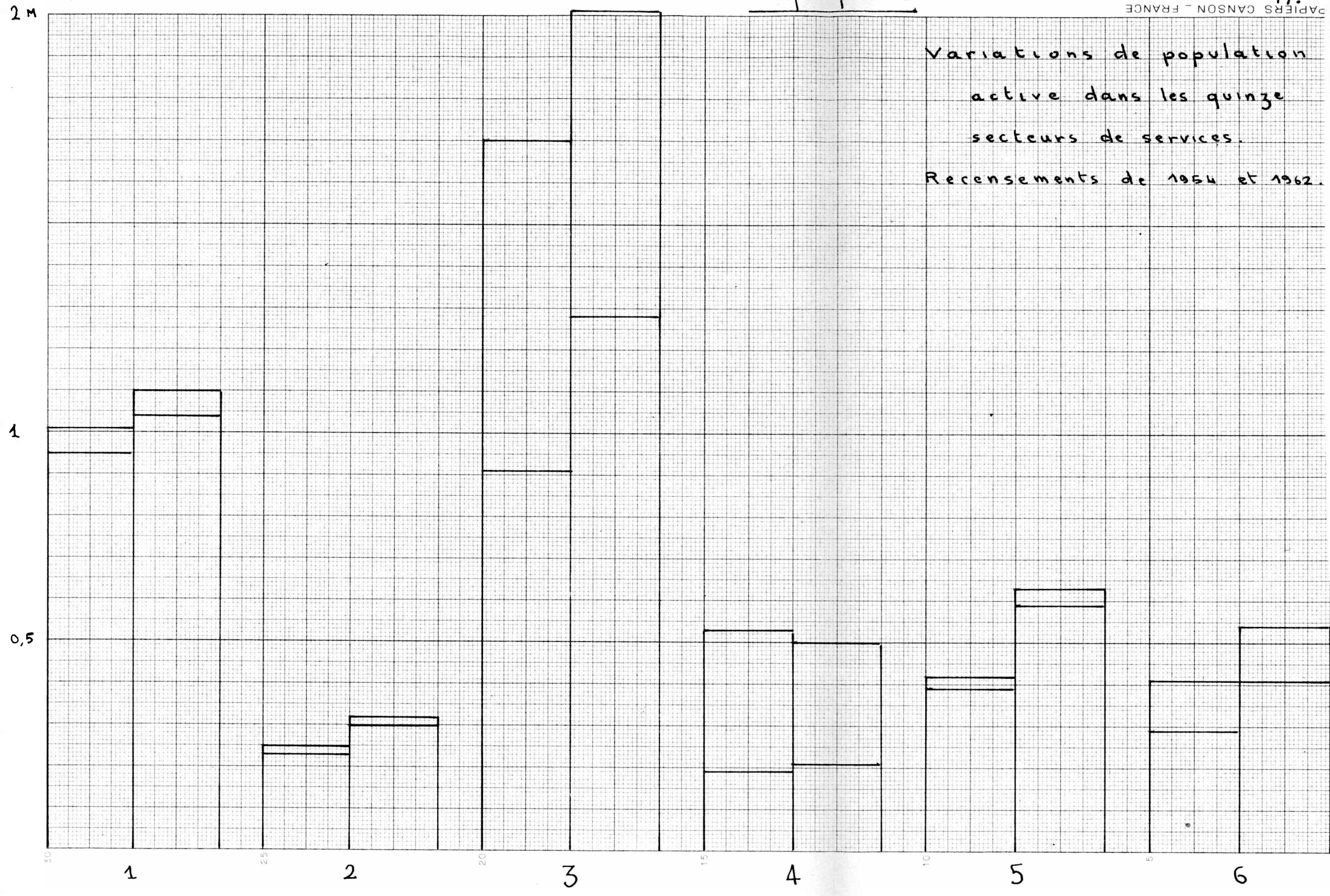


POPULATION ACTIVE ET SALAIRES DANS LES 15 SECTEURS DE SERVICE
(en millions de personnes)

Résultats des recensements de 1954 et 1962



Graphique 6

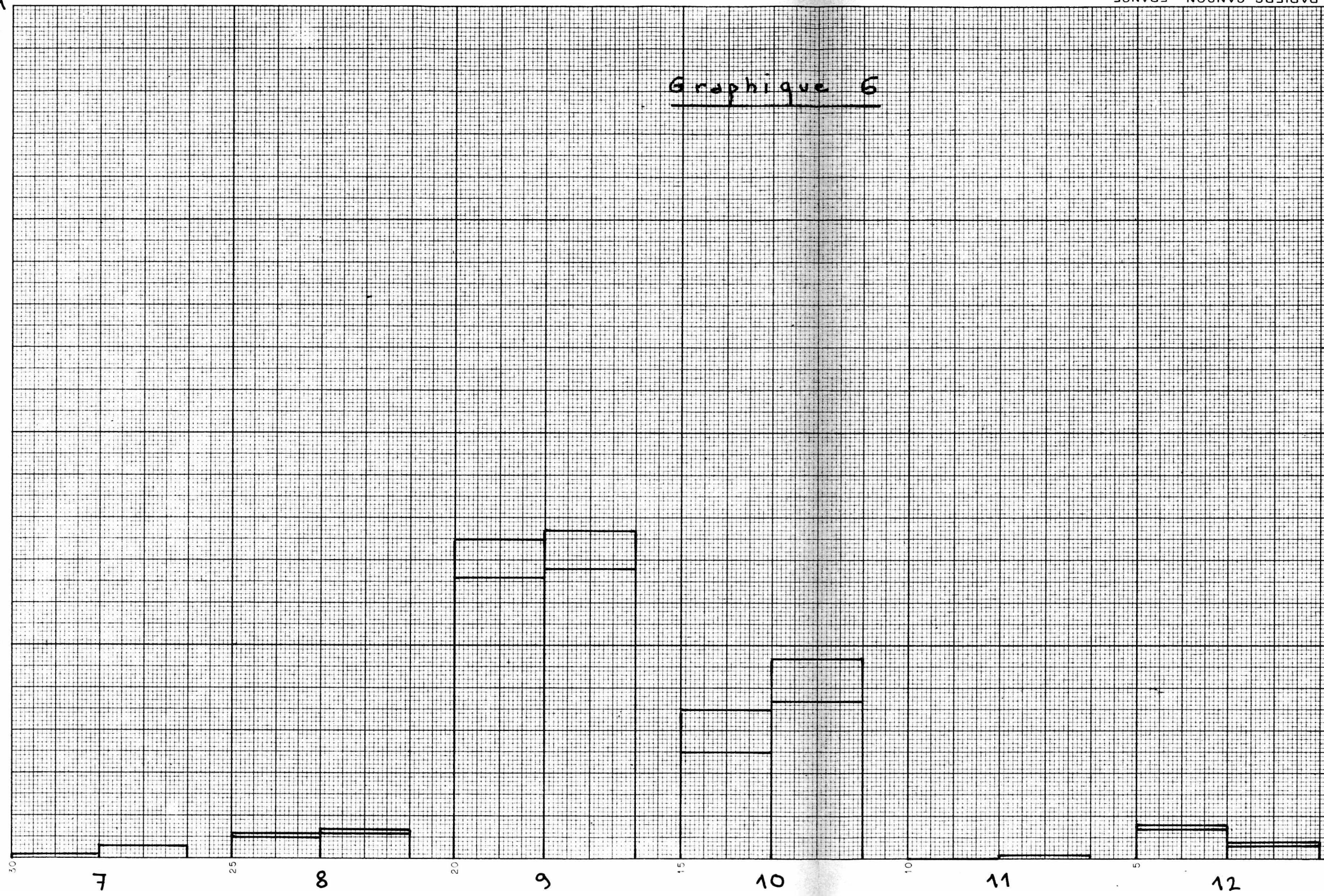


2 M

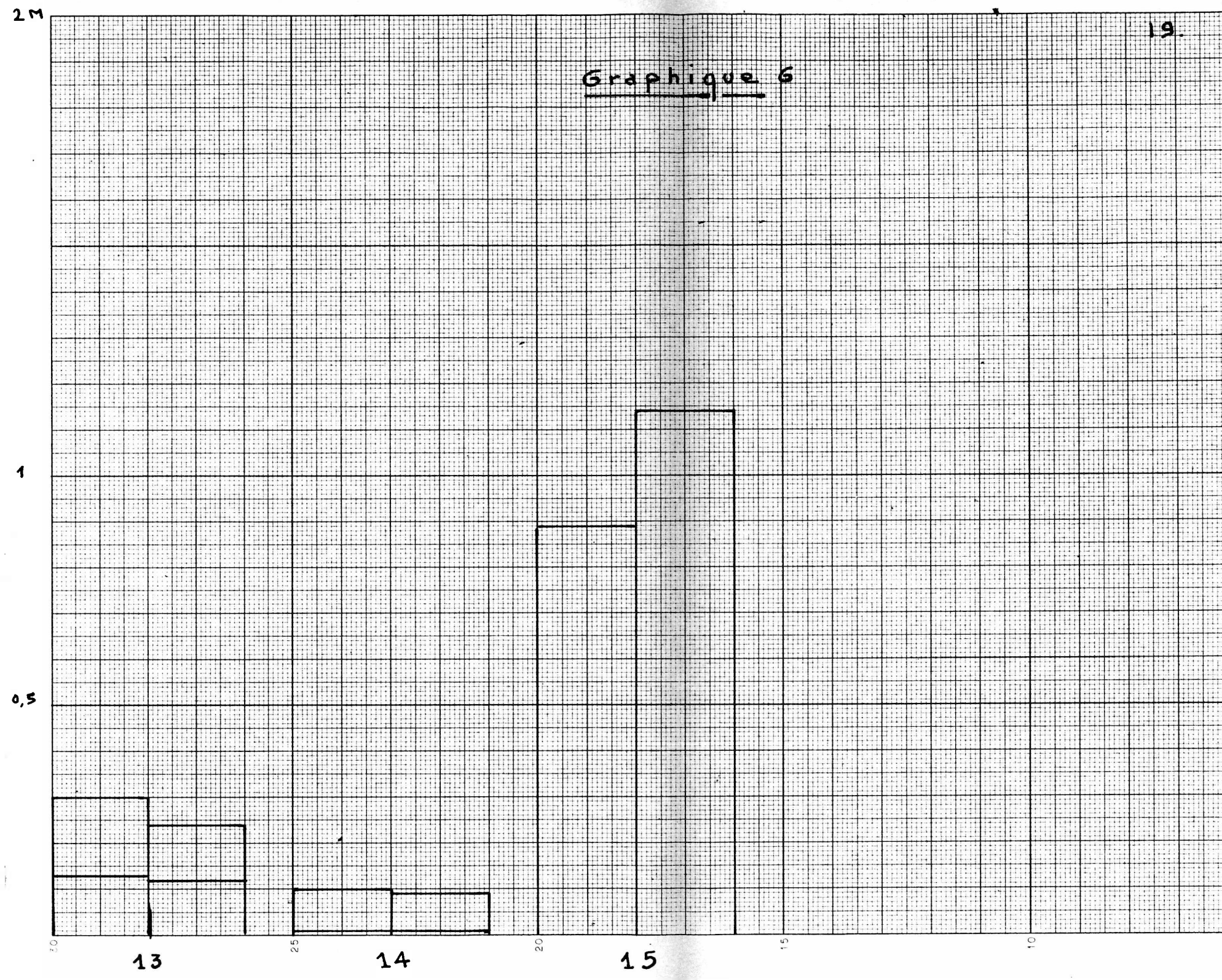
Graphique 6

1

0,5



Graphique 6



b) Le chiffre d'affaires

La croissance plus rapide des services est aussi traduite par l'évolution du chiffre d'affaires (C.A.). En francs courants (1), la croissance du C.A. tous secteurs est de 308 % (de 24.000 milliards d'anciens francs à 740.000 millions de nouveaux francs), la croissance du C.A. des services est de 327 % (de 11.000 milliards à 360.000 millions).

La prise en considération d'autres indicateurs donnerait le même résultat. Ainsi la masse des salaires augmente de 341 % dans les services et de 313 % pour l'ensemble des entreprises entre 1954 et 1962. L'augmentation de la masse des salaires est donc légèrement plus rapide que celle du chiffre d'affaires, aussi bien pour les services que l'ensemble des secteurs.

III - ETUDE DES CRITERES D'EVOLUTION

Ainsi que nous l'annonçons plus haut, nous avons regroupé les services :

- Selon les 15 secteurs C.E.C.A.
- Selon les quatre catégories définies en 2.

1 - Les 15 secteurs de services : le critère de la population active

Les éléments de base pour ce paragraphe sont tirés des résultats des recensements de 1954 et 1962 publiés par l'I.N.S.E.E. dans le cadre des activités économiques.

Au niveau global nous retrouvons le fait déjà cité de la croissance plus rapide des actifs dans les services que dans l'ensemble de l'économie. D'autre part, on peut noter que l'augmentation du nombre total de salariés (1,4 million) est pratiquement égale à celle du nombre de salariés des services (1,3 million) (2).

Les graphiques 5 et 6 permettent de déceler cependant une évolution divergente selon les secteurs.

-
- (1) Il n'a pas été possible, à ce stade de l'étude, de raisonner en francs constants. Le problème se pose du choix d'un indice de déflation.
- (2) Toutefois, la variation du nombre total de salariés n'est pas uniquement due à l'augmentation du nombre des salariés du secteur tertiaire.

TABLEAU II
Professions libérales
 (effectifs)

	N° métiers INSEE	Intitulé du métier	Total des	dont	Total des	dont	Indice 1962/1954 patrons
			effectifs 1954	patrons 1954	effectifs 1962	patrons 1962	
1	76-74	Arpenteur, géomètre	8 840	1 880	12 240	2 100	117,0
2	76-76	Expert n.d.a.	2 860	2 100	3 920	2 180	104,0
3	78-77	Organisateur conseil, ingénieur conseil	3 960	1 720	6 220	2 380	138,0
4	88-78	Médecin, chirurgien, interne, externe des hôpitaux psychiâtriques	42 540	34 100	52 440	37 520	110,0
5	88-79	Chirurgien dentiste	13 720	12 460	15 940	14 240	114,0
6	88-81	Pharmacien	19 840	16 700	21 800	16 760	100,3
7	88-82	Vétérinaire	3 500	2 740	4 340	3 560	130,0
8	92-71	Greffier	3 600	1 280	3 080	1 420	111,0
9	92-72	Expert comptable et assermenté, liquidateur judi - ciaire, conseiller fiscal et juridique	8 920	6 070	8 920	5 560	92,0
10	92-73	Notaire	6 980	6 960	6 920	6 760	97,0
11	92-74	Avoué	2 280	2 280	1 760	1 700	75,0
12	92-75	Huissier	3 100	3 100	2 860	2 720	88,0
13	92-76	Commissaire priseur, officiers ministériels, n.d.a.	560	540	440	360	67,0
14	92-77	Avocat	6 380	6 120	6 360	6 100	99,6
15	93-72	Architecte, urbaniste	8 840	7 320	8 820	6 360	87,0
			135 920	105 370	156 060	109 720	

Dans 11 secteurs sur 15, la croissance du nombre d'actifs, et, plus encore, des salariés, a atteint un taux élevé pendant la période 1954 - 1962. Elle a été faible dans un secteur, celui des services personnels. Toutefois le total n'est pas significatif puisqu'il correspond à une forte progression des services d'hygiène et à une stagnation des "services domestiques". Dans trois secteurs enfin, actifs et salariés ont diminué. C'est le cas des "hôtels, restaurants, cafés", du "culte" et de la "location immobilière".

2 - Critères propres à chaque catégorie

a) Les professions libérales

Les renseignements les plus accessibles pour cette première catégorie sont contenus dans les résultats des recensements de 1954 et 1962. La définition retenue est celle du Code des Catégories Socio-Professionnelles (C.S.P.) de l'I.N.S.E.E. qui donne comme Professions Libérales un certain nombre de métiers, et les chiffres sont ceux contenus dans les tableaux de "Population active par métier ou activité individuelle et statut".

Le tableau II, page 21 rassemble ces chiffres. La dernière colonne donne les indices d'évolution pour les "patrons" (statuts 1, 2 et 3 de l'I.N.S.E.E. : indépendants, patrons ou aides familiaux) entre les deux recensements. Le chiffre des patrons a été retenu de préférence à celui de l'ensemble, car le propre de la profession libérale semble devoir être l'indépendance de celui qui la pratique.

Ce tableau fait apparaître là encore trois grandes catégories dans les professions libérales :

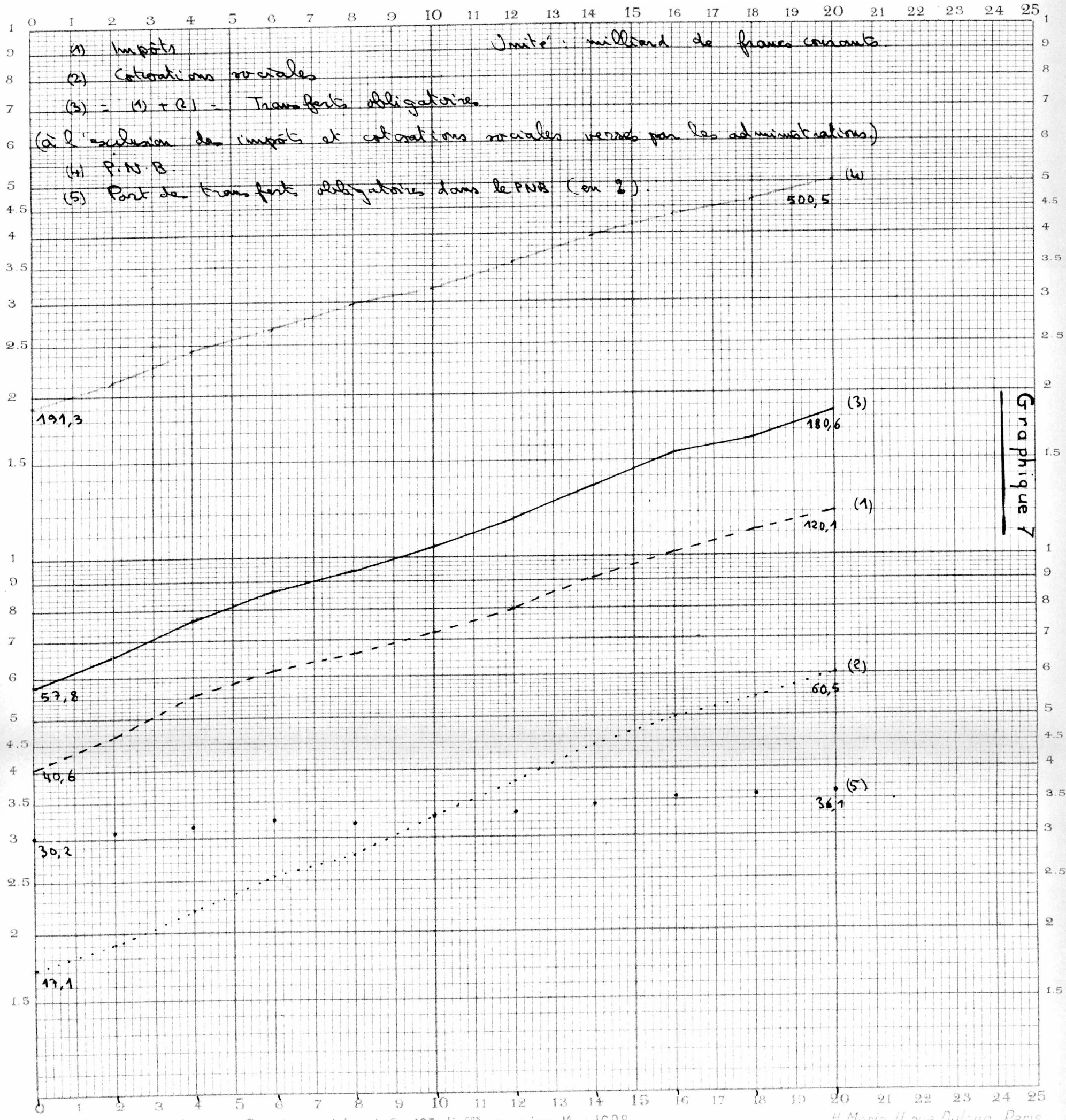
- Les professions de la sante (ligne 4 à 7) - (1). Le nombre des membres de la profession a connu une assez forte croissance à l'exception des pharmaciens, ce dernier point s'expliquant par le fait que le nombre d'officines est limité par la loi.

- Les professions juridiques (ligne 8 à 14) - (2). Ici la tendance générale est à la décroissance ce qui confirme l'observation courante que le Français est devenu moins procédurier.

(1) Secteur 6 dans la nomenclature C.E.C.A.

(2) Secteur 10 dans la nomenclature C.E.C.A.

Impôts et cotisations sociales



Graphique 7

Quadrillé semi-logarithmique à 2 petits modules de 0,125, div^{ons} espacées. Mod. 1698

H. Morin, 11 rue Dulong - Paris

TABLEAU III

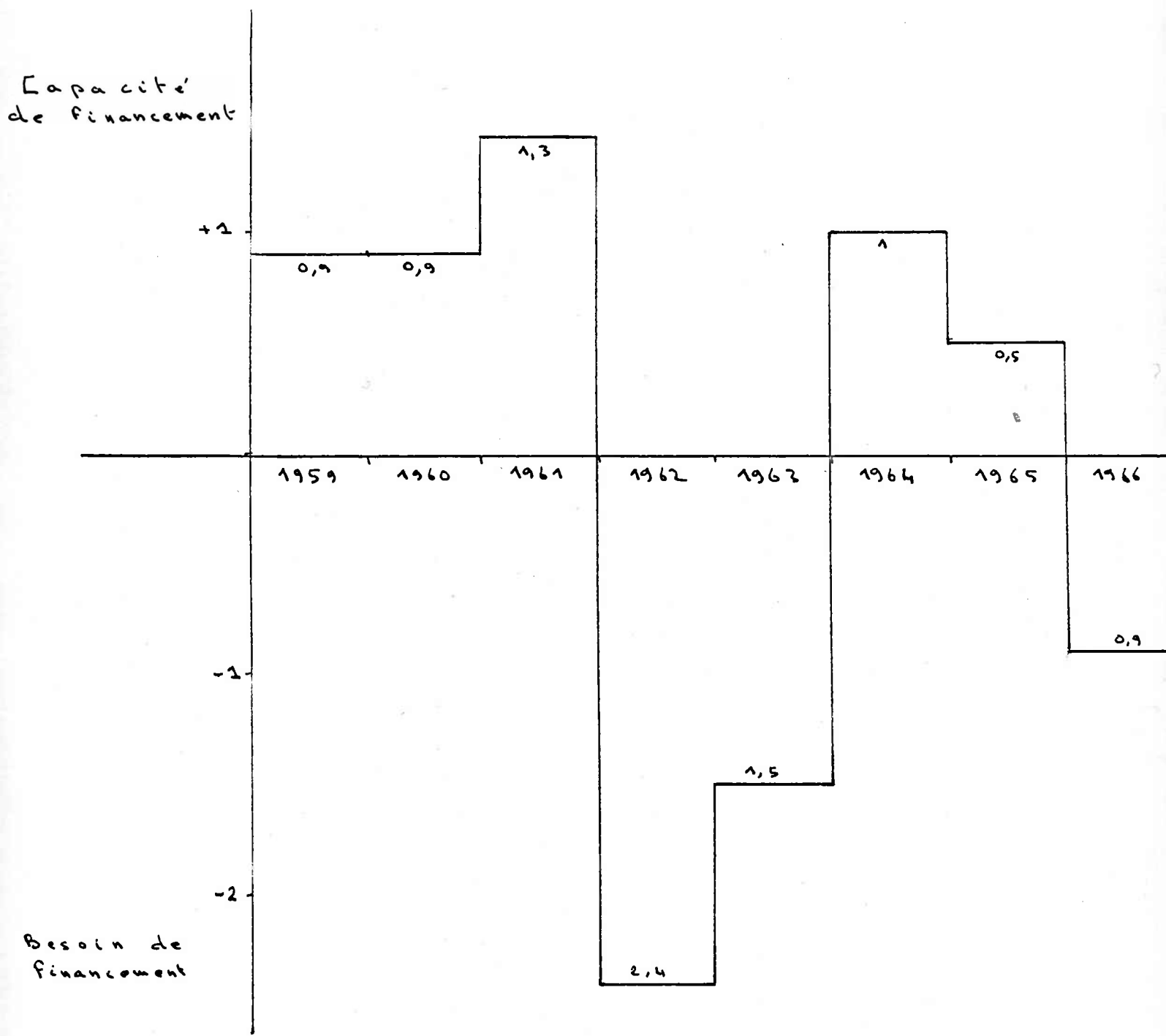
Evolution des ressources et emplois des comptes d'affectation et de capital des administrations
(compte consolidé)

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
A. COMPTE D'AFECTATION								
I. Emplois								
Milliards de F	85,8	92,9	103,3	118,7	134,3	148,4	160,5	174,3
Indices 1959 = 100		108,3	120,4	138,3	156,5	173,0	186,7	203,1
Indice année précédente = 100		108,3	111,2	114,9	113,1	110,5	108,2	108,6
II. Ressources								
Milliards de F	92,9	100,2	112,4	125,4	143,5	161,7	175,3	190,3
Indices 1959 = 100		107,9	121,0	135,0	154,5	174,1	188,7	204,8
Indices année précédente = 100		107,9	112,2	111,6	114,4	112,7	108,4	108,6
B. EPARGNE (II - I)								
Milliards de F	7,1	7,3	9,1	6,7	9,2	13,3	14,8	16,0
C. COMPTE DE CAPITAL (formation brute de capital fixe + solde des opérations sur terrains et immeubles existants)								
Milliards de F	6,2	6,4	7,8	9,1	10,7	12,3	14,3	16,9
Indices 1959 = 100		103,2	125,8	146,8	172,6	198,4	230,6	272,6
Indices année précédente = 100		103,2	121,9	116,7	117,6	115,0	116,3	118,2
D. CAPACITE (+) ou besoin (-) de finan- cement (B - C)								
Milliards de F	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,3	- 2,4	- 1,5	+ 1,0	+ 0,5	- 0,9

Graphique 8

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations

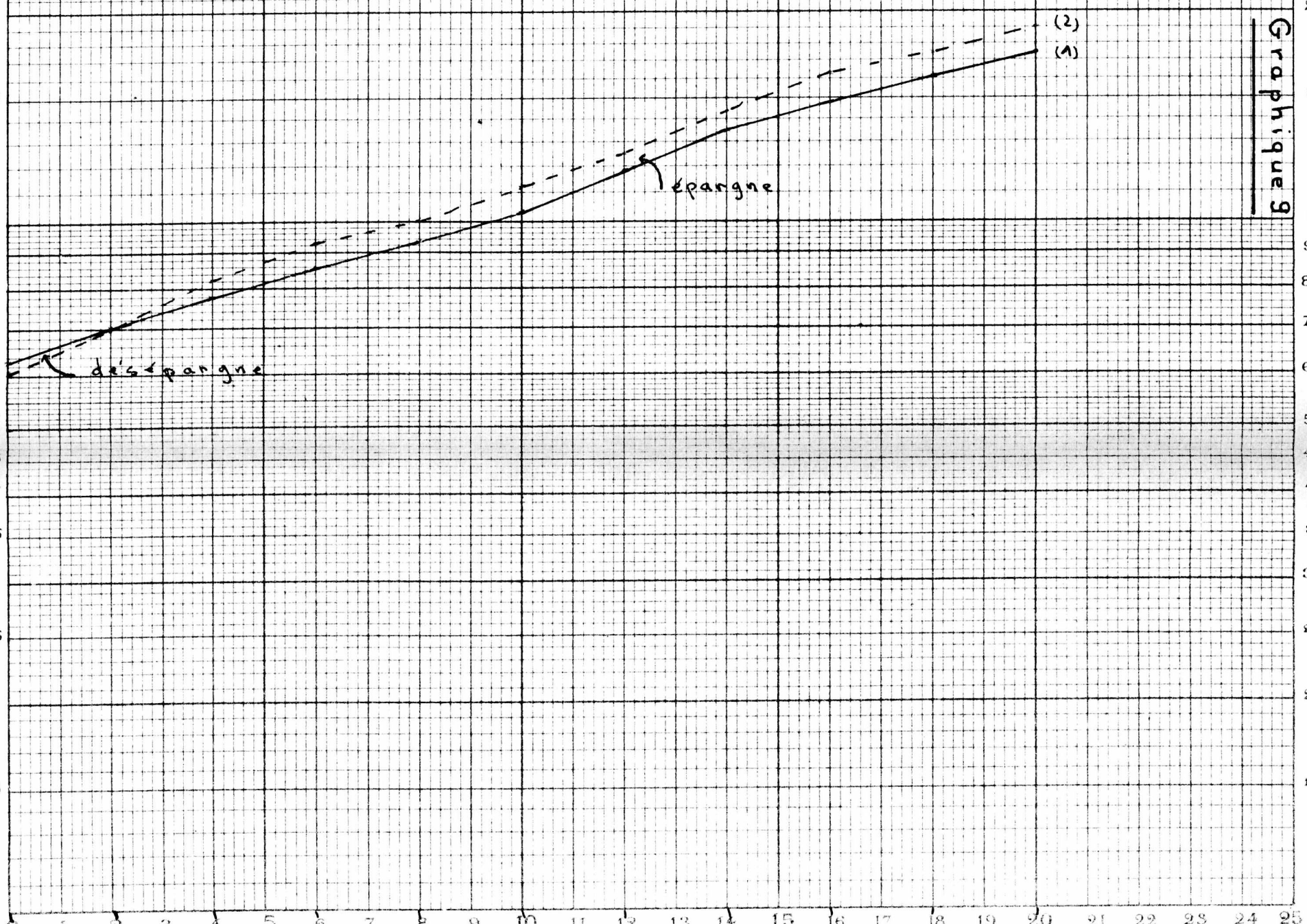
milliards de Francs



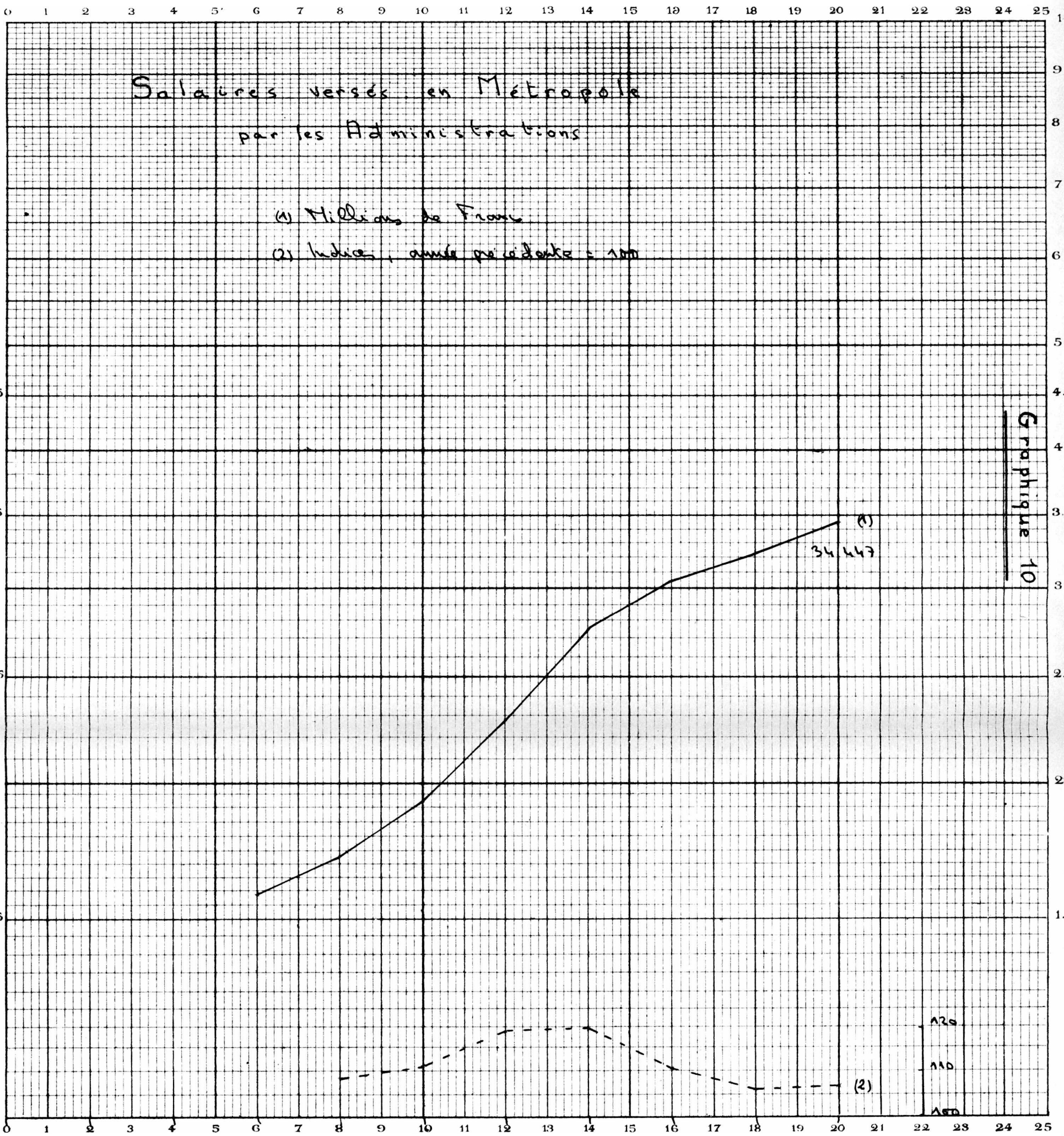
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25

Ressources et Emplois du compte d'Affectation consolidé des Administrations

(1) Emplois
(2) Ressources
(milliards de francs)



Graphique 9



Graphique 10

- Les autres professions libérales (ligne 1 à 3 et 15)

(1). La diminution du nombre d'architectes indépendants semble être due à un certain malthusianisme de l'Ordre des Architectes.

b) Les administrations

Ainsi que nous l'avons déjà noté, la notion d'"Administrations" au sens de la comptabilité nationale, que nous retiendrons dans ce paragraphe, est très large puisqu'elle comprend toutes les "personnes morales ou entités comptables privées ou publiques, françaises ou étrangères, à but non lucratif, qui participent à la vie économique en rendant à la collectivité et aux individus certains services, sans que ces services fassent l'objet d'un échange" (2).

Il faut donc ajouter au secteur 15 de la nomenclature C.E.C.A. une partie du secteur 10, exactement les postes 986 et 989 de la nomenclature des activités économiques, pour retrouver la définition des comptables nationaux.

Le graphique 7 "Impôts et Cotisations sociales" montre l'évolution comparée des transferts obligatoires, qui constituent la grande masse des ressources des administrations, et du Produit National Brut. La part des transferts obligatoires dans le P.N.B. a tendance à s'accroître (de 30,2 % en 1956 à 36,1 % en 1966).

Quant au total des emplois des administrations tel qu'il apparaît dans le tableau III, il évolue à long terme comme les ressources, bien que les nécessités de l'ajustement à court terme fassent apparaître de temps en temps un besoin de financement (cf. graphique 8).

Le graphique 9 reprend les ressources et emplois du compte d'affectation consolidé des administrations.

La comparaison des graphiques 7 et 10 montre que la progression des salaires versés par les administrations entre 1959 et 1966 a suivi exactement la progression des ressources (multiplication par 2,2 sur la période considérée).

(1) Secteur 10 dans la nomenclature C.E.C.A.

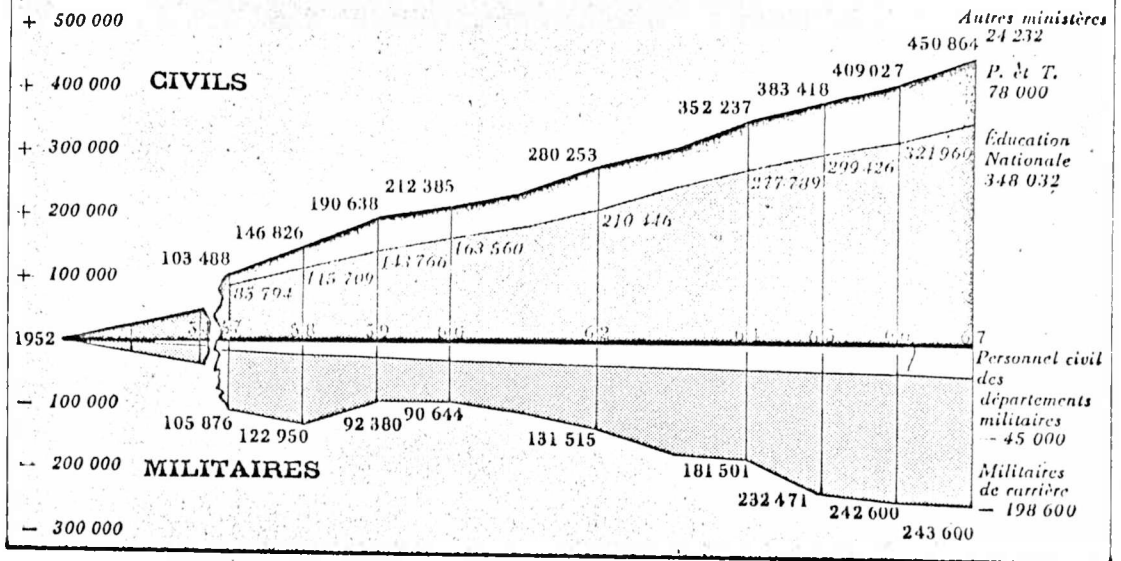
(2) Méthodes de la comptabilité nationale - "Etudes et Conjoncture" - Mars 1965 - page 225.

TABÉAU IV
EFFECTIFS BUDGÉTAIRES
au 31 décembre de chaque année (en milliers)

BUDGETS CIVILS	1952	1960	1962	1964	1965	1966	1967	Rapport 67/52
Affaires étrangères et relations extérieures...	12,4	26,2	31,4	12,0	12,1	11,6	11,3	91,1
Ministères sociaux.....	19	18	18	19,1	18,5	20,6	24,9	131,1
Éducation nationale et affaires culturelles.....	263,2	430,7	477,9	545,5	567,1	589,8	615,9	234
P.et T. et caisse nationale d'épargne.....	201,3	235,2	240,4	258,6	265,1	272,3	277,8	138
Finances et affaires économiques.....	104,8	114,1	117,9	120,0	121,3	122,3	126,2	120,4
Intérieur.....	79,5	77,9	81,4	84,4	84,4	81,5	82	103,1
Travaux Publics et Transports.....	77,8	76,2	76,3	74,1	74,3	74,3	73,7	94,7
Agriculture.....	14,6	17,2	19,1	21,1	23,1	18,8	20,4	139,7
Justice.....	17,7	16,4	17,6	17,8	18,0	18,3	23,0	129,9
Construction.....	16,2	9,9	9,2	7,7	7,3	7,2	7,3	45
Divers.....	12,2	9,3	9,8	10,7	11,0	11,0	11,1	91
TOTAL.....	818,7	1.031,1	1.099,0	1.171,0	1.202,2	1.227,8	1.273,6	155,6
BUDGETS MILITAIRES								
Personnels civils.....	194,1	172,7	170,5	165,9	155,1	149,7	149,1	76,8
Personnels militaires de carrière.....	495,3	426	387,3	342,0	301,8	297,1	296,7	59,9
TOTAL.....	689,4	598,7	557,8	507,9	456,9	446,8	445,8	64,6
TOTAL GÉNÉRAL.....	1.508,1	1.629,8	1.656,8	1.678,9	1.659,1	1.674,6	1.719,4	113,9

Graphique 11

**VARIATION DES EFFECTIFS
DANS LES SERVICES PUBLICS
PAR RAPPORT A 1952**



Ensemble des entreprises de services

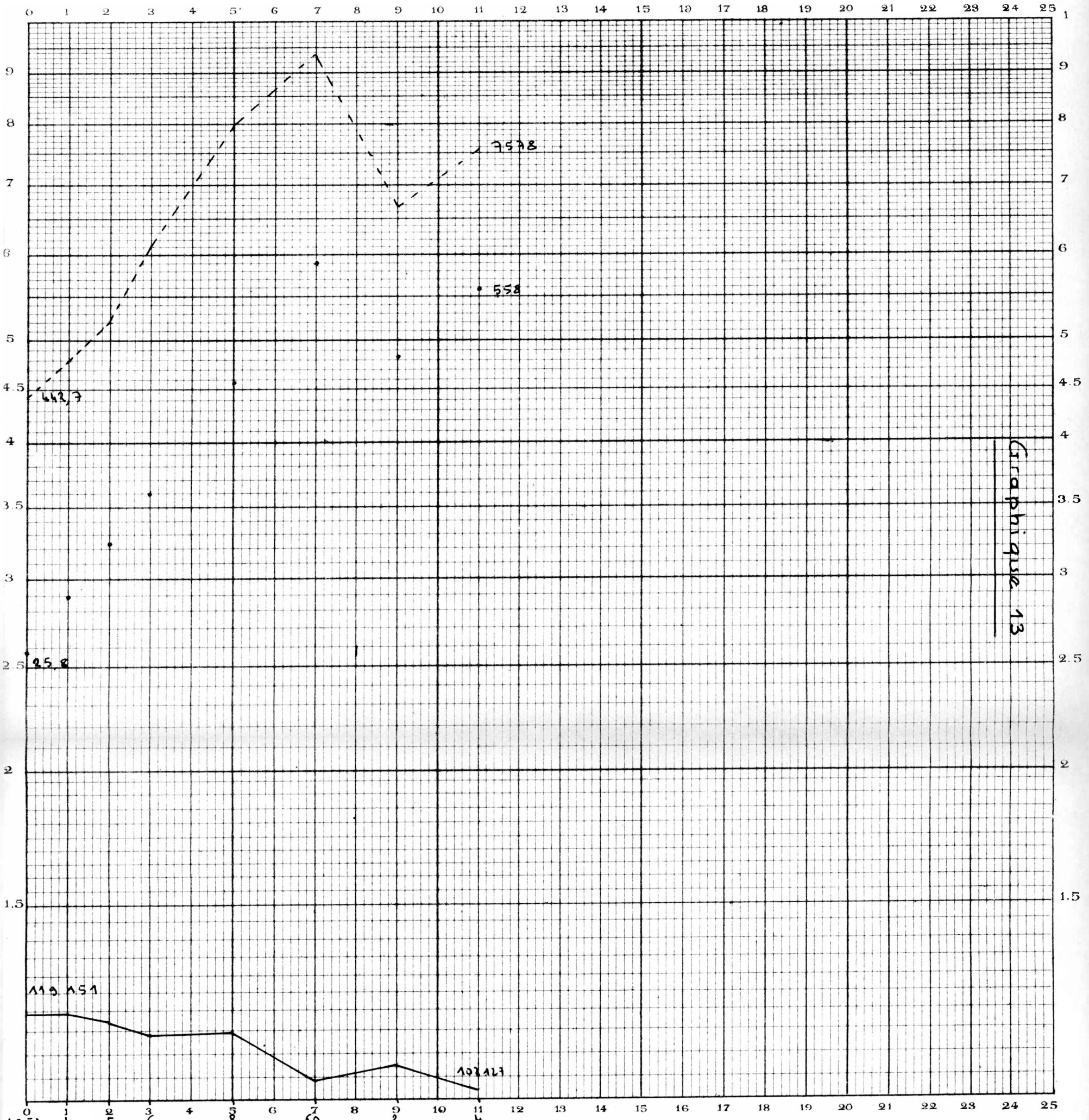
N° des activités	Pourcentage du chiffre d'affaires de chaque secteur d'activité retenu dans le chiffre d'affaires de l'ensemble (1953 et 1964)	1953 %	1964 %
05	Activités annexes de l'agriculture	0,19	0,21
101	Recherche de pétrole et gaz naturel par forage	E	0,13
109	Recherches géophysiques non spécialisées		
115	Recherches de combustibles minéraux solides		
462	Entrepôts frigorifiques	0,04	0,04
463	Transports sous régime de température dirigée		
221	Artisans mécaniciens ruraux	4,01	2,12
228	Petits réparateurs mécaniciens		
249	Repassage de couteaux, ciseaux		
264	Réparation de véhicules automobiles		
267	Réparation de cycles et motocycles		
289	Réparation d'appareils radio-électriques et électroniques		
295	Réparation d'horlogerie		
299	Réparation de machines de bureau, machines à écrire		
373	Réchappage et réparation de pneumatiques		
497	Stoppage et rémaillage de bonneterie, bas, tissus, vêtements		
526	Cordonniers, savetiers		
528	Réparation industrielle de chaussures		
536	Réparation de matelas et literie, réparation de sièges		
583	Réparateur et accordeur de pianos		
62	Entreprises de transports publics routiers		
63	Transports ferroviaires et assimilés, transports urbains et suburbains	5,45	3,58
64	Transports de navigation intérieure	0,14	0,15
65	Transports maritimes	1,87	1,03
66	Transports aériens	0,43	0,63
67	Auxiliaires des transports	1,05	1,21
68	Transmissions		
69-70	Commerces agricoles et alimentaires	31,49	26,83
71	Commerces multiples et commerces S.A.I.	1,69	3,33
72	Commerces et spectacles non sédentaires	1,62	1,24
73-74	Commerces des matières, matériaux, combustibles, quincaillerie	16,78	26,13
75	Commerces des textiles, de l'habillement et des cuirs	9,10	6,05
76	Commerces divers	3,94	3,79
77	Hôtellerie	1,79	1,76
78	Débits de boissons, de tabac	2,70	1,95
79	Industries et commerces de récupération	1,39	0,60
80-81	Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie	5,36	5,31
82	Cession et gestion de biens et de droits industriels et commerciaux	0,29	0,69
83	Etablissements financiers, banques, bourses de valeur	2,88	3,99
84	Assurances	2,65	3,60
86	Radiodiffusion et télévision	E	0,02
87	Production cinématographique	0,15	0,17
88	Spectacles	0,43	0,34
89	Hygiène	0,70	0,80
91	Santé	1,70	1,98
93	Justice, auxiliaires de la justice, police, contentieux	0,05	0,06
95	Enseignement	0,07	0,08
96	Education physique et sports	0,02	0,02
97	Lettres, sciences, arts, professions libérales diverses	0,02	0,05
98	Administration économique et financière	0,05	0,01

05. ACTIVITES ANNEXES DE L'AGRICULTURE

050 - Entreprises de travaux agricoles à façon	18,4
051 - Entreprises de travaux à façon de culture, d'entretien, de récolte	15,7
052 - Entreprises de moissonnage et battage de grains	25,2
053 - Entreprises de stockage de céréales	25,4
054 - Entreprises de conditionnement à façon de fruits et légumes	1,3
055 - Insémination artificielle du bétail	8
056 - Drainage agricole, irrigation, conservation des sols	8
057 - Chasse	0,9
058 - Conseils de l'agriculture, coopératives agricoles d'achats	11,2
059 - Activités diverses	0,9

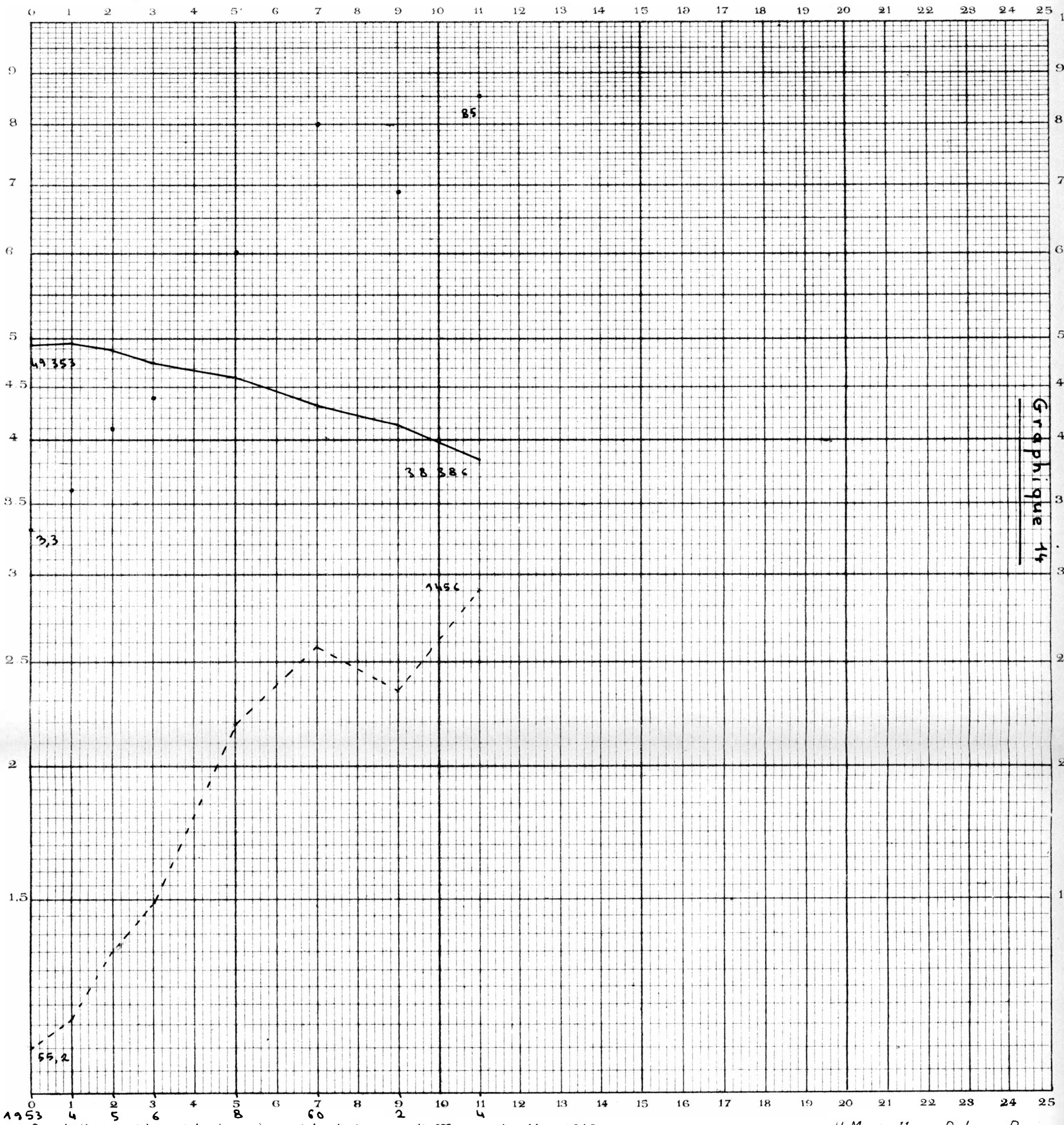


Graphique 12



Graphique 13

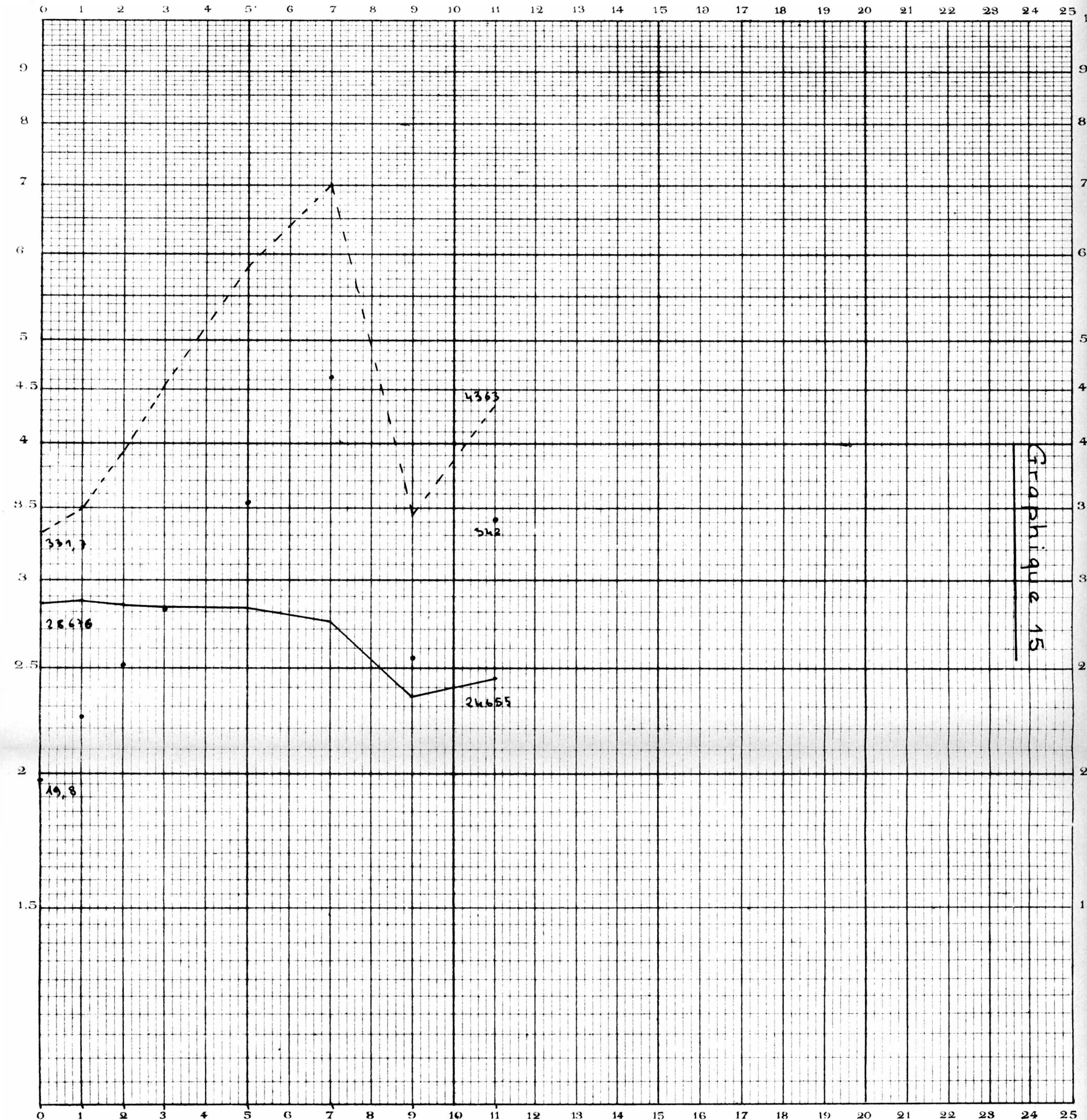
13



Graphique 14

2 2 1

Artisans mécaniciens ruraux



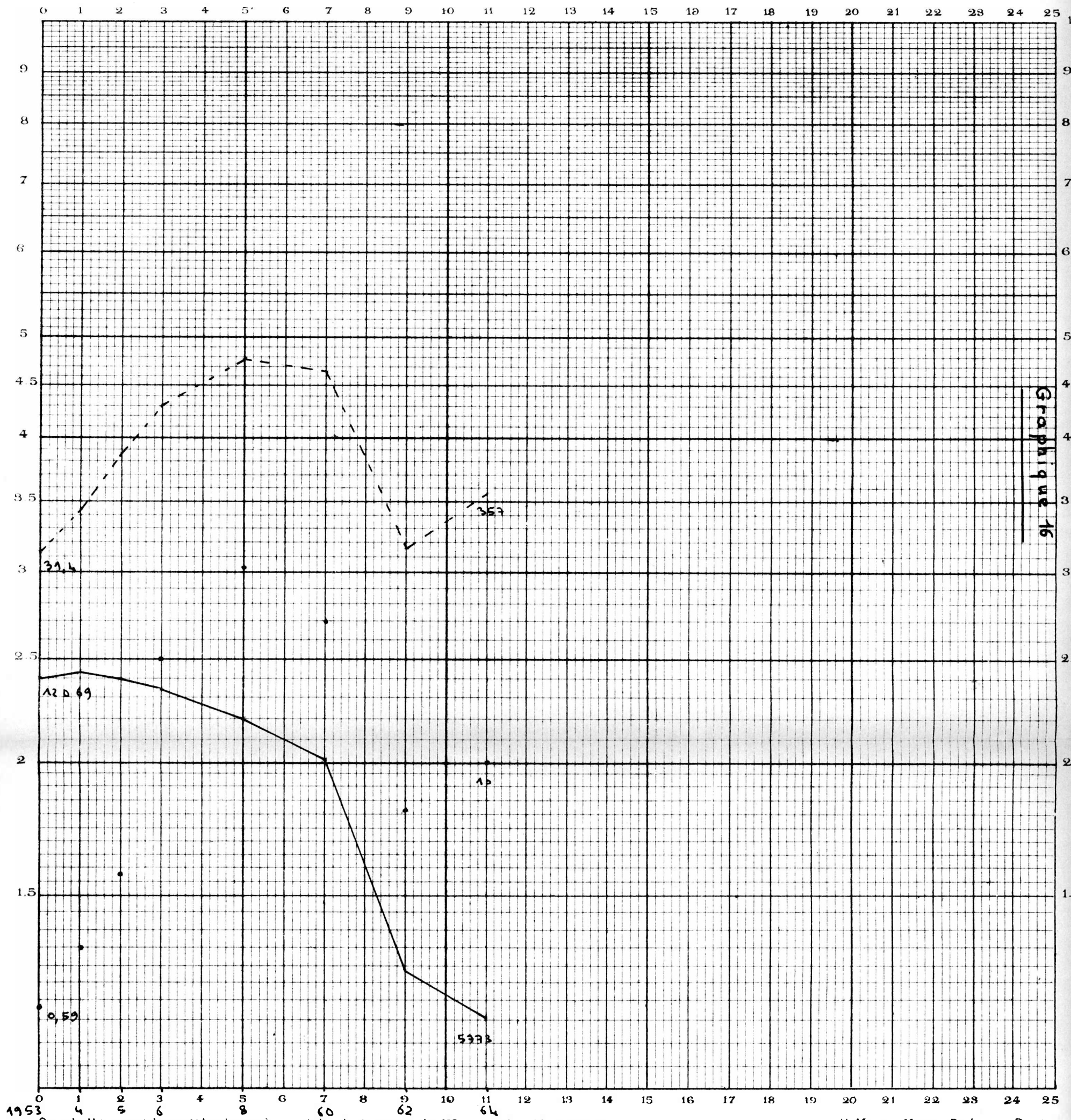
Graphique 15

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

264

Reparation de vehicules automobiles



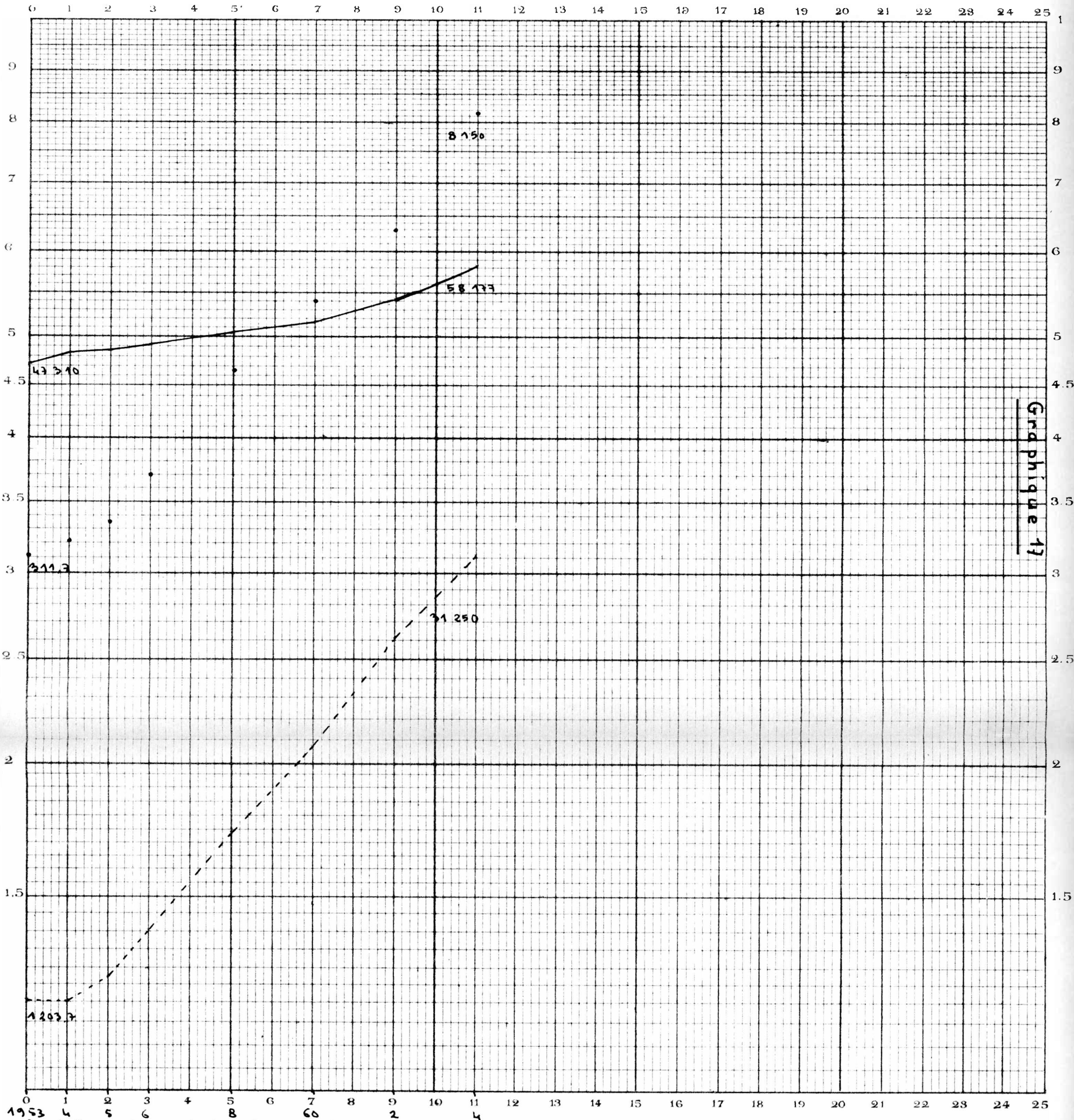
Graphique 16

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250 div^{ons} espacées Mod 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

267

Réparation de cycles et motocycles



Grd phique 17

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin, 11, rue Dulong - Paris

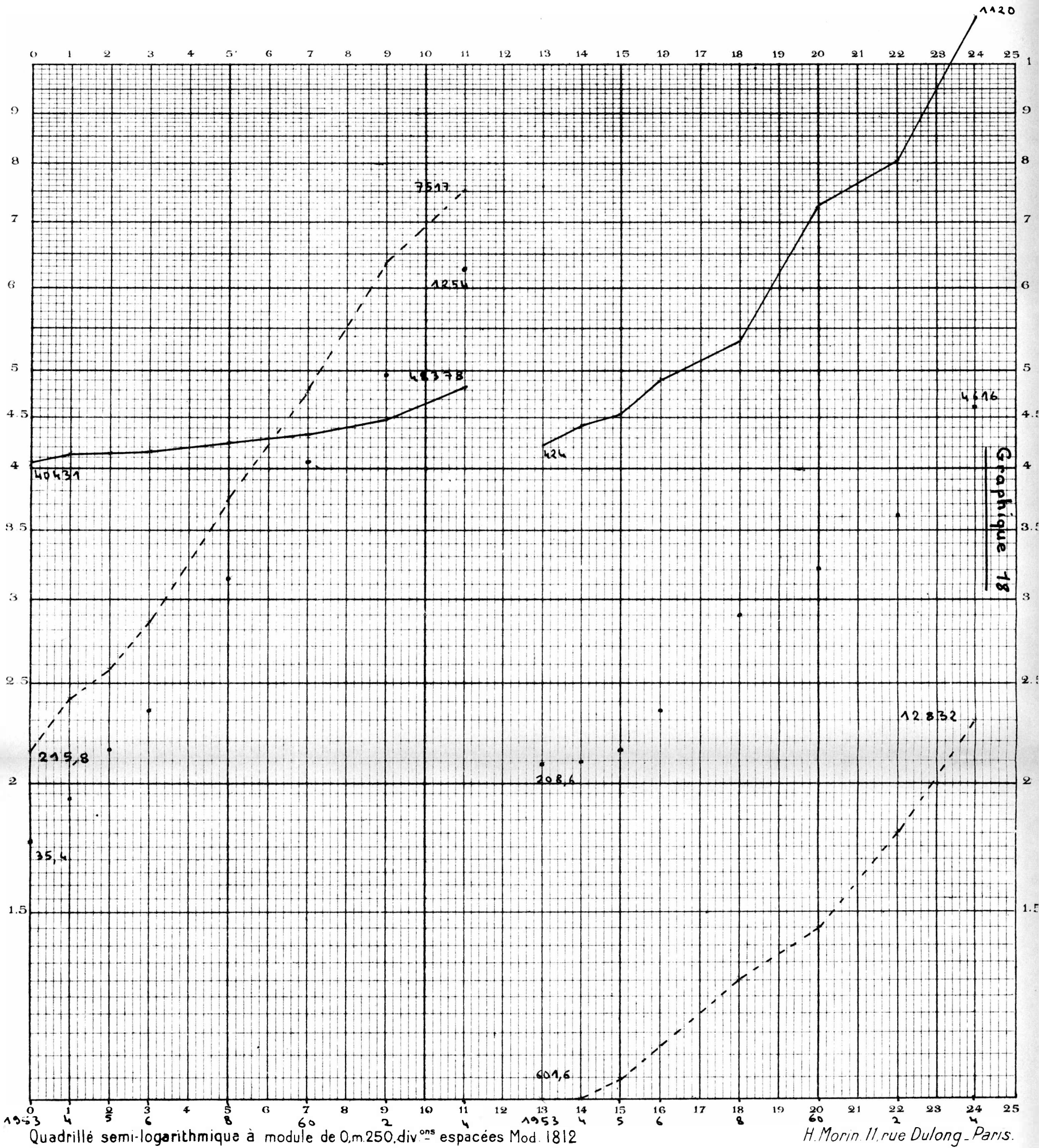
Transports et
Télécommunications

62 - ENTREPRISES DE TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS

620 - Transports routiers associés	9,8
621 - Transports publics routiers de voyageurs	11,8
622 - Transports particuliers de personnes	4,9
623 - Transports routiers de marchandises	63,9
624 - Locations d'automobiles	4,3
625 - Entreprises d'enlèvement	1,5
626 - Entreprises de pompes funèbres	3,3
627 - Locations de véhicules divers et de chevaux	0,3
628 - Sociétés d'exploitation de réseaux routiers, d'ouvrages d'art	0,2

63 - TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ASSIMILES, TRANSPORTS URBAINS
ET SUBURBAINS

631 - S.N.C.F.	89,1
632 - Chemins de fer d'intérêt général, voies d'intérêt local	0,7
633 - Transports urbains et suburbains	2,3
634 - Locations de wagons	1,5
635 - R.A.T.P.	5,6
636 - Entreprises de téléphérique, funiculaire, remonte-pente, etc.	0,3
637 - Transports ferroviaires frigorifiques	0,3
638 - Exploitations d'embranchements particuliers	



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin, 11, rue Dulong - Paris.

64 - TRANSPORTS DE NAVIGATION INTERIEURE

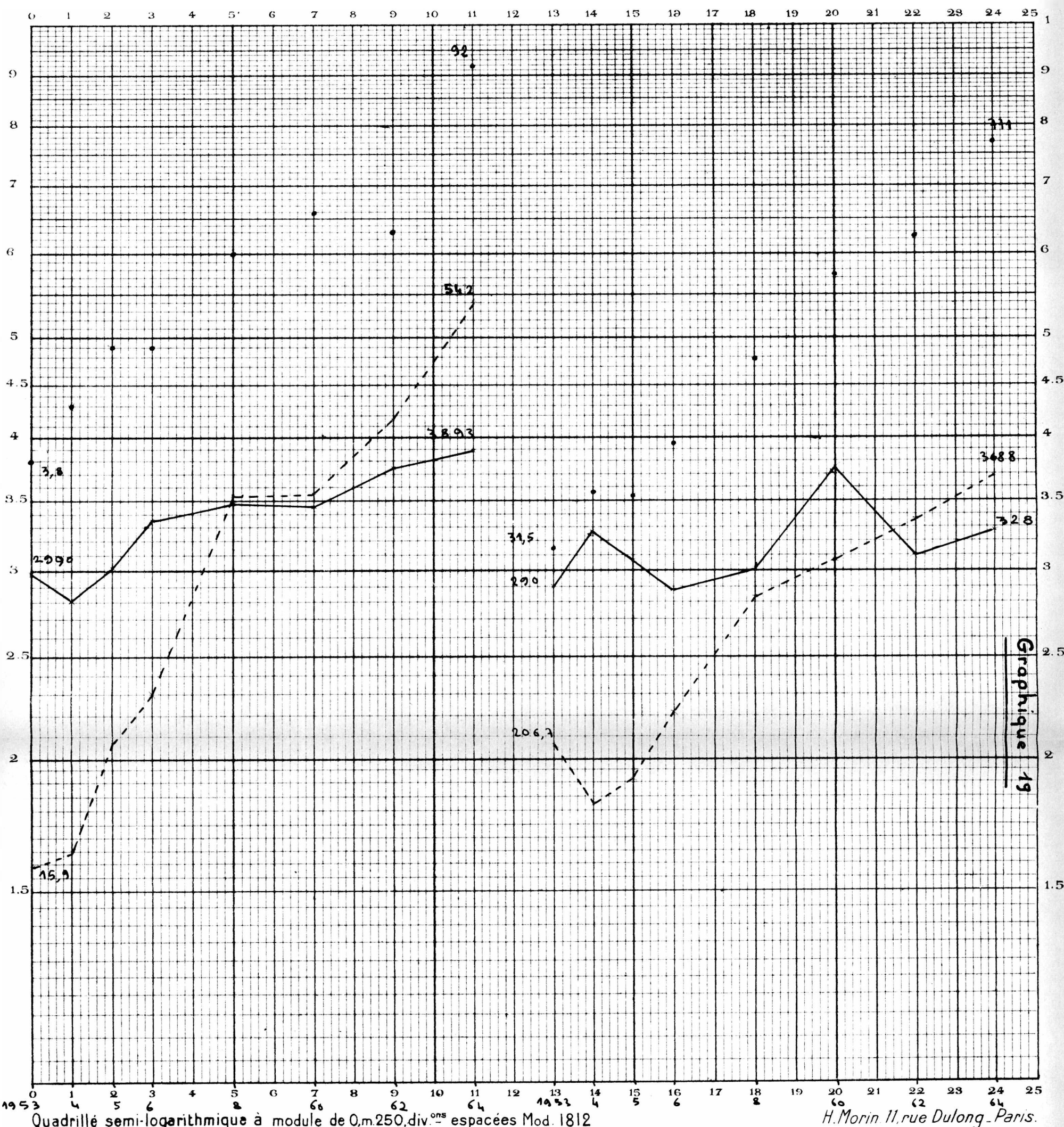
641 - Transports de voyageurs	2,3
642 - Transports de marchandises	91,7
- Autres activités	6,0

65 - TRANSPORTS MARITIMES

650 - Compagnies de transports maritimes s.a.i.	33,7
--	------

Entreprises dont la principale activité est la navigation :

651 - . au long cours	55,7
652 - . au cabotage	6,3
653 - . côtières	0,3
654 - . de remorquage et de sauvetage de navires	2,3
655 - Services de pilotage	ε
657 - Bâtiments de plaisance et de sport	ε
- Autres activités	1,6



Graphique 19

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

64

65

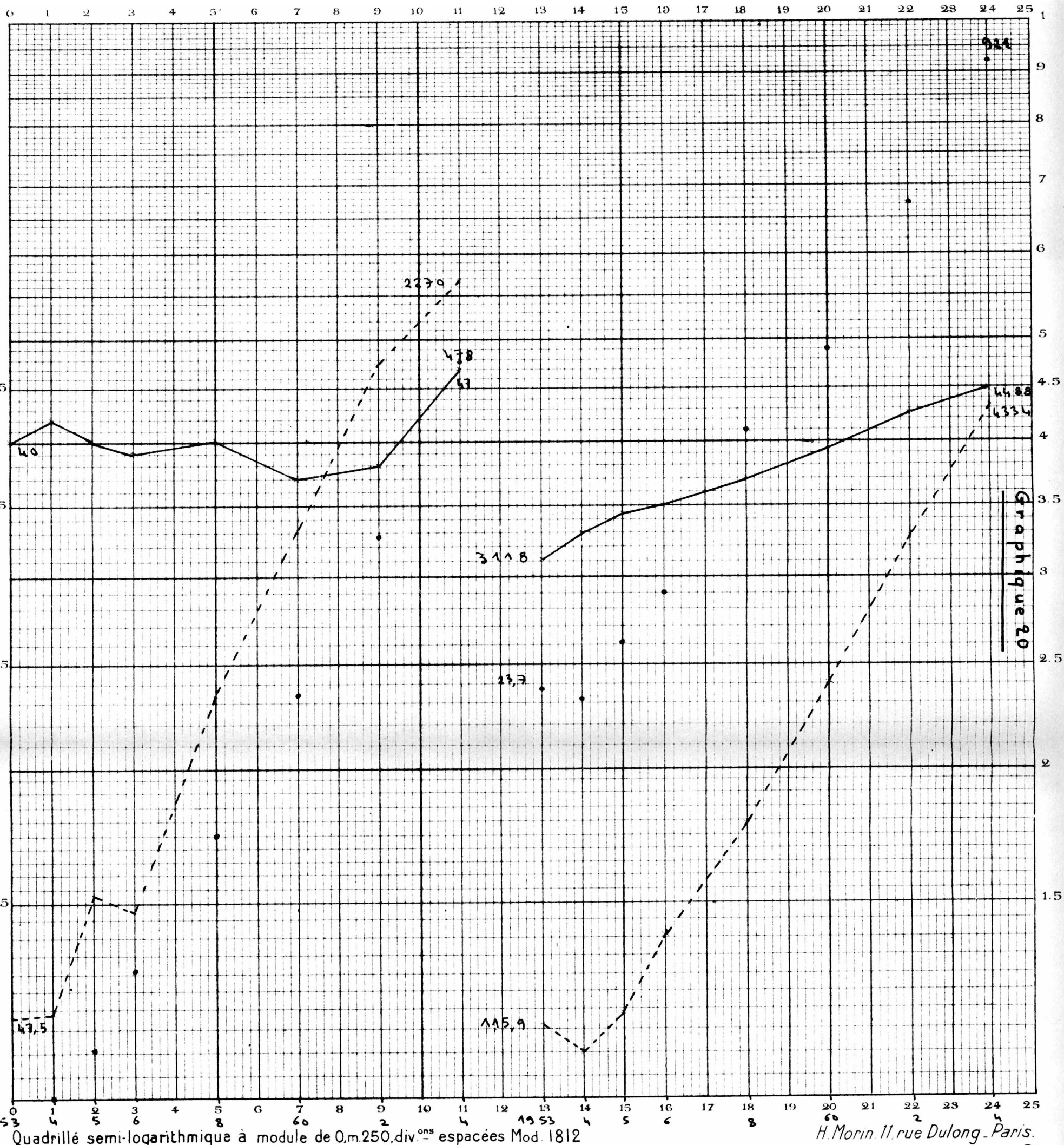
41.

66 - TRANSPORTS AERIENS

661 - Air France	76,2
662 - Aéroports, aérodromes (publics ou privés)	0,3
663 - Autres compagnies d'aviation	23,5

67 - AUXILIAIRES DES TRANSPORTS

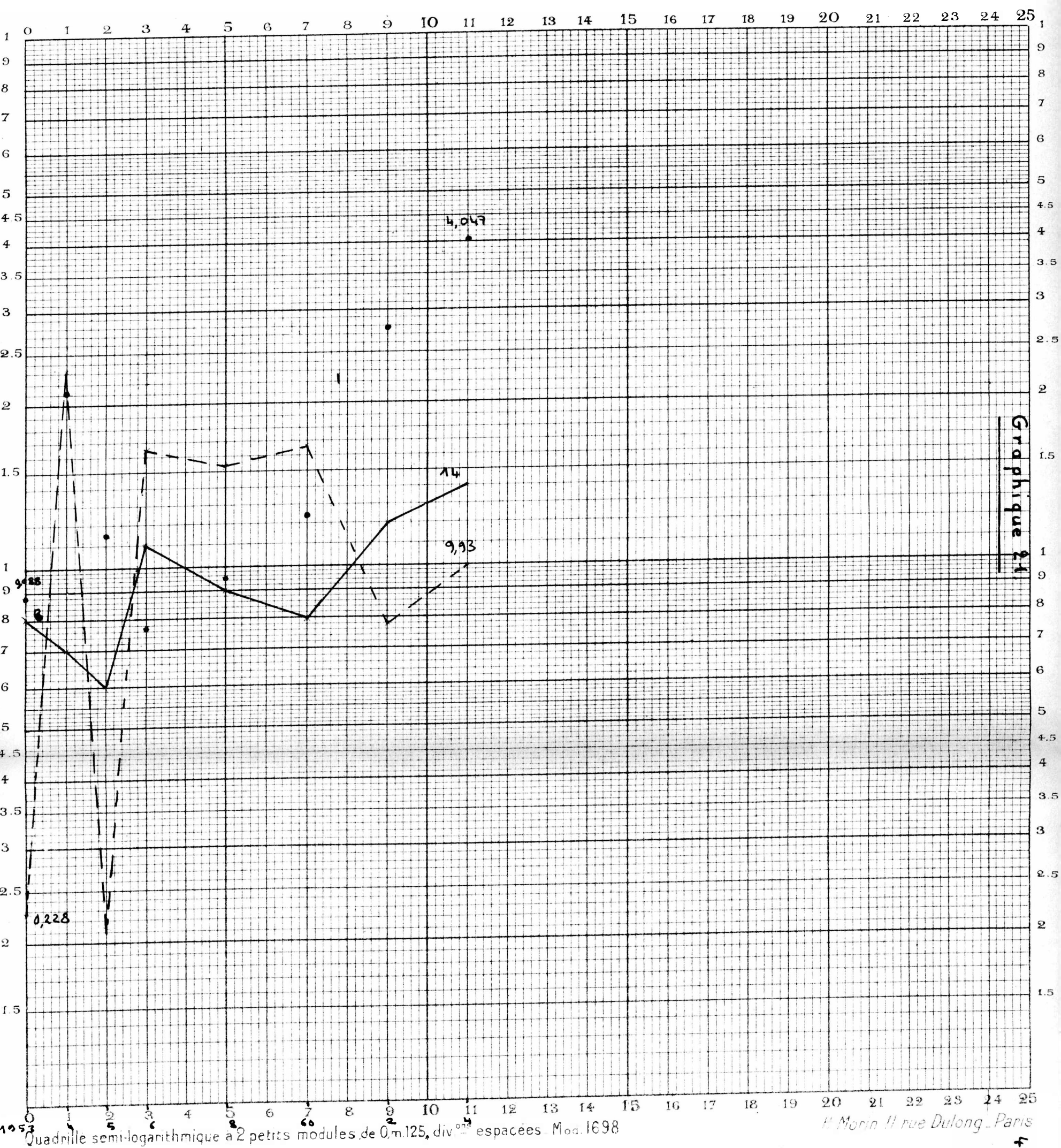
670 - Auxiliaires des transports	0,8
671 - Commissionnaires des transports	41,5
672 - Auxiliaires des transports maritimes et fluviaux	22,9
673 - Auxiliaires des transports aériens	0,2
674 - Entreprises de manutention	13,3
675 - Entreprises de déménagements	9,6
676 - Entrepôts, docks, magasins généraux	3,3
677 - Agences de voyages, de tourisme	5,7
678 - Commissionnaires publics, porteurs de gare	ε
679 - Entreprises de travaux connexes à la S.N.C.F.	ε



Graphique 20

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.



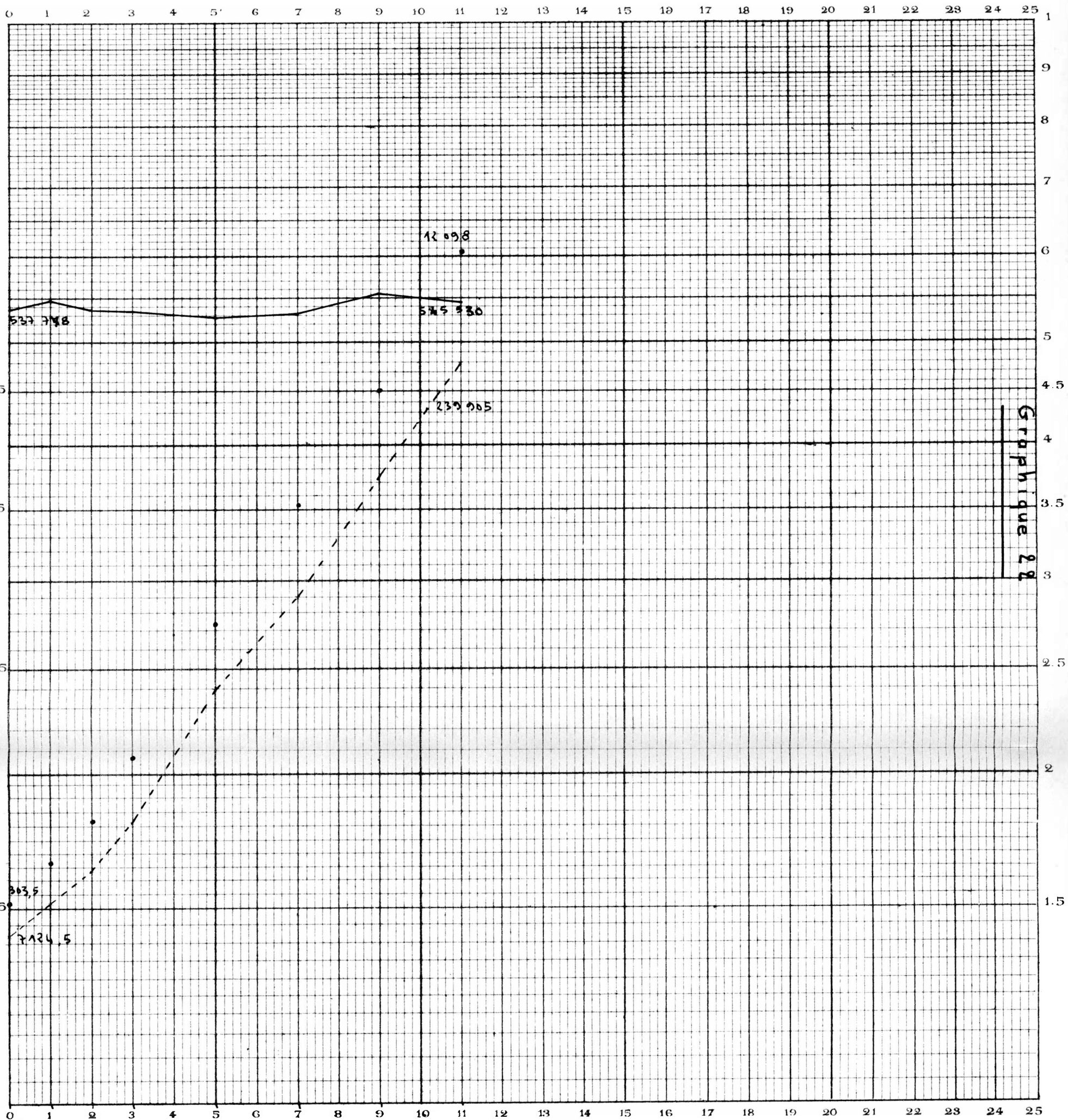
Quadrille semi-logarithmique à 2 petits modules de 0,125, div^{on} espacées. Mod. 1698

H. Morin 11 rue Dulong - Paris

68

Transmissions

44.



Graphique 28

Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

Commerce

45.

69 et 70 - COMMERCE AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

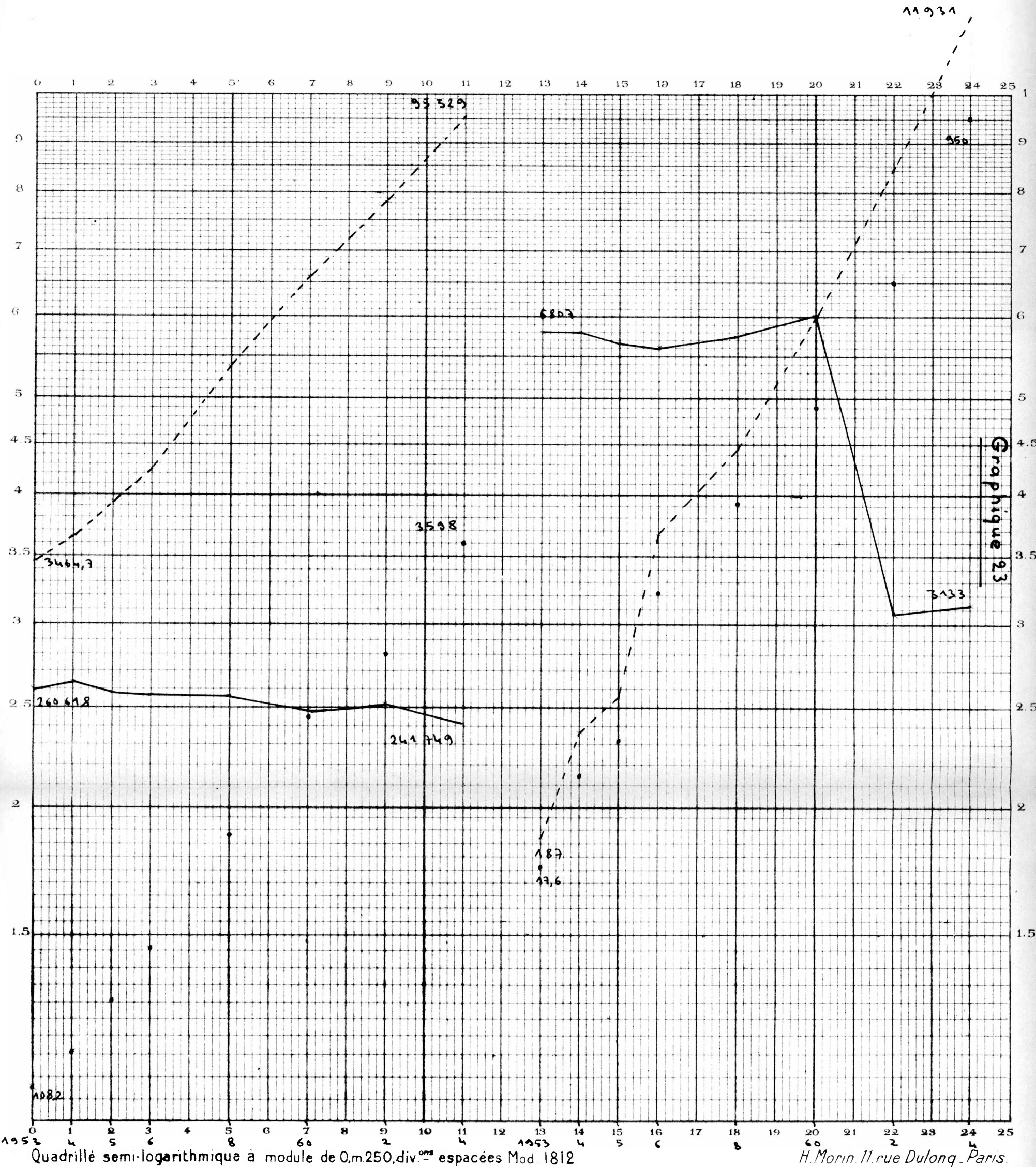
(69 - seulement jusqu'en 1960)

691 - Commerces de détail de produits agricoles ou destinés à l'agriculture	3,7
692 - Commerces de gros et importations de fruits, légumes, tubercules	11,0
693 - Commerces de détail de produits laitiers, oeufs et volailles	3,6
694 - Commerces de détail des viandes	22,8
695 - Commerces de détail des poissons	1,3
696 - Commerces de détail des fruits et légumes	1,0
697 - Commerces de détail d'épicerie, alimentation générale	35,3
698 - Commerces de détail de la confiserie et de la pâtisserie	0,5
699 - Commerces de gros des boissons	20,7
700 - Coopératives d'entreprises de consommation	10,1
701 - Commerces de bestiaux	11,9
702 - Commerces de gros de produits agricoles ou destinés à l'agriculture	18,0
703 - Commerces de gros de produits laitiers, oeufs et volailles	10,5
704 - Commerces de gros des viandes, abattoirs	21,2
705 - Commerces de gros des poissons	3,4
707 - Commerces de gros d'épicerie, importations de denrées coloniales étrangères	22,1
708 - Commerces de gros des farines et produits pour la boulangerie	1,3
709 - Commerces de gros de la confiserie	1,2

71 - COMMERCE MULTIPLES ET COMMERCE S.A.I.

(70 - jusqu'en 1960)

711 - Grands magasins	47,3
712 - Magasins populaires	36,7
713 - Centrales d'achats	4,2
714 - Autres magasins non spécialisés	10,7
716 - Commerces de gros d'articles de bazar, de jouets	2,1



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div. ^{ons} espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

69 + 70

71

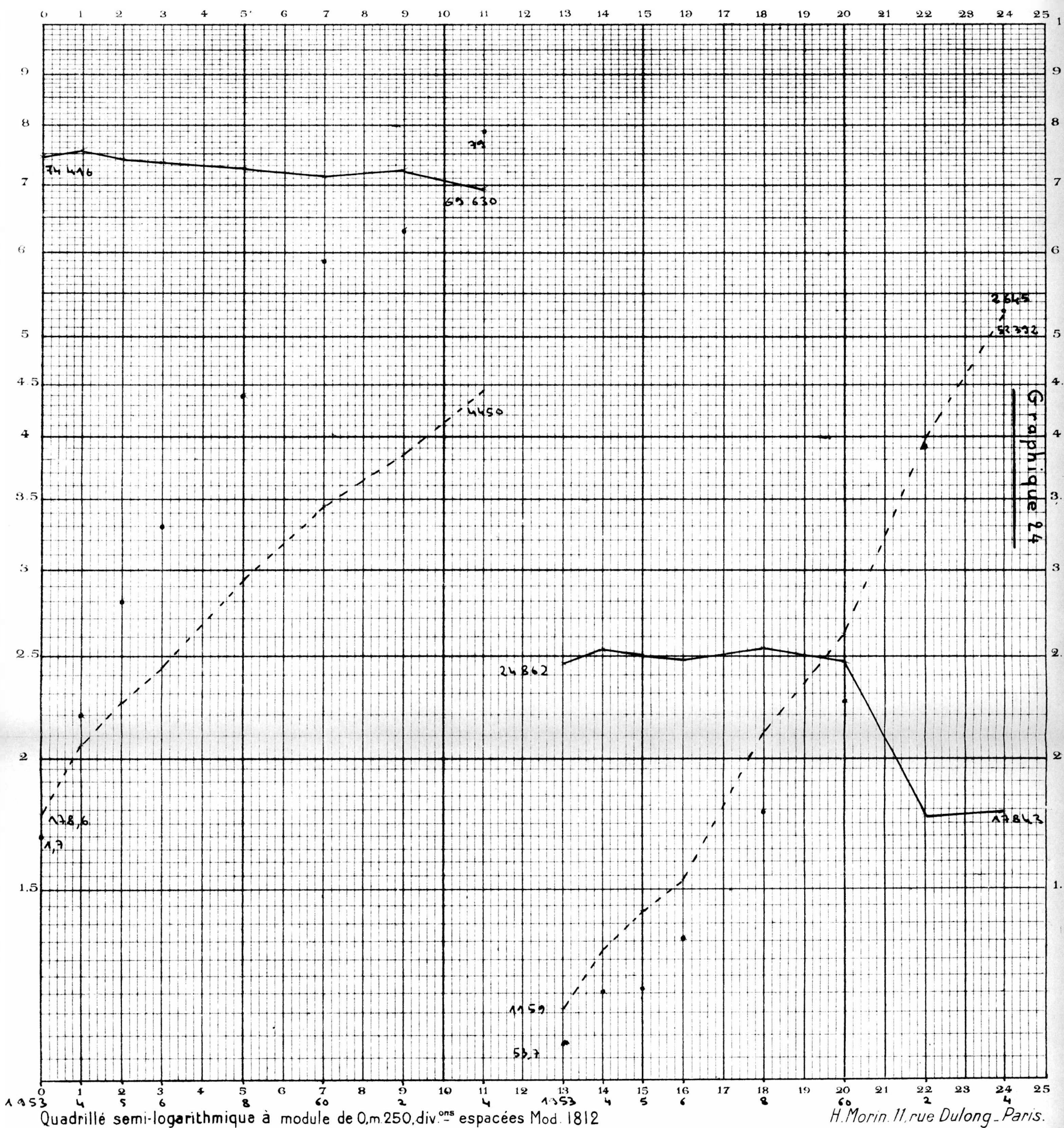
47.

72 - COMMERCES ET SPECTACLES NON SEDENTAIRES

721 - Attractions foraines	2,4
722 - Commerces non sédentaires, marchands ambulants	95,0
723 - Commerces ambulants	2,4
724 - Petits métiers de la rue	0,2

73 - COMMERCES DE MATIERES PREMIERES, MATERIAUX, COMBUSTIBLES,
QUINCAILLERIE

730 - Commerces de gros de matières premières diverses	0,5
731 - Commerces de gros et importation de charbons et combustibles	10,7
732 - Commerces de gros des carburants, pétroles et lubrifiants	23,3
733 - Commerces de gros de quincaillerie et machines diverses	22,0
735 - Commerces de gros des matériaux de construction	7,8
736 - Commerces de gros et importation des produits chimiques et pharmaceutiques	15,2
737 - Commerces de gros et importation des bois	4,4
738 - Importation et commerces de gros du papier	2,1
739 - Commerces de gros des matières premières pour broserie, literie et ameublement	0,2
734 - Commerces de gros et importation de métaux	13,6



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812

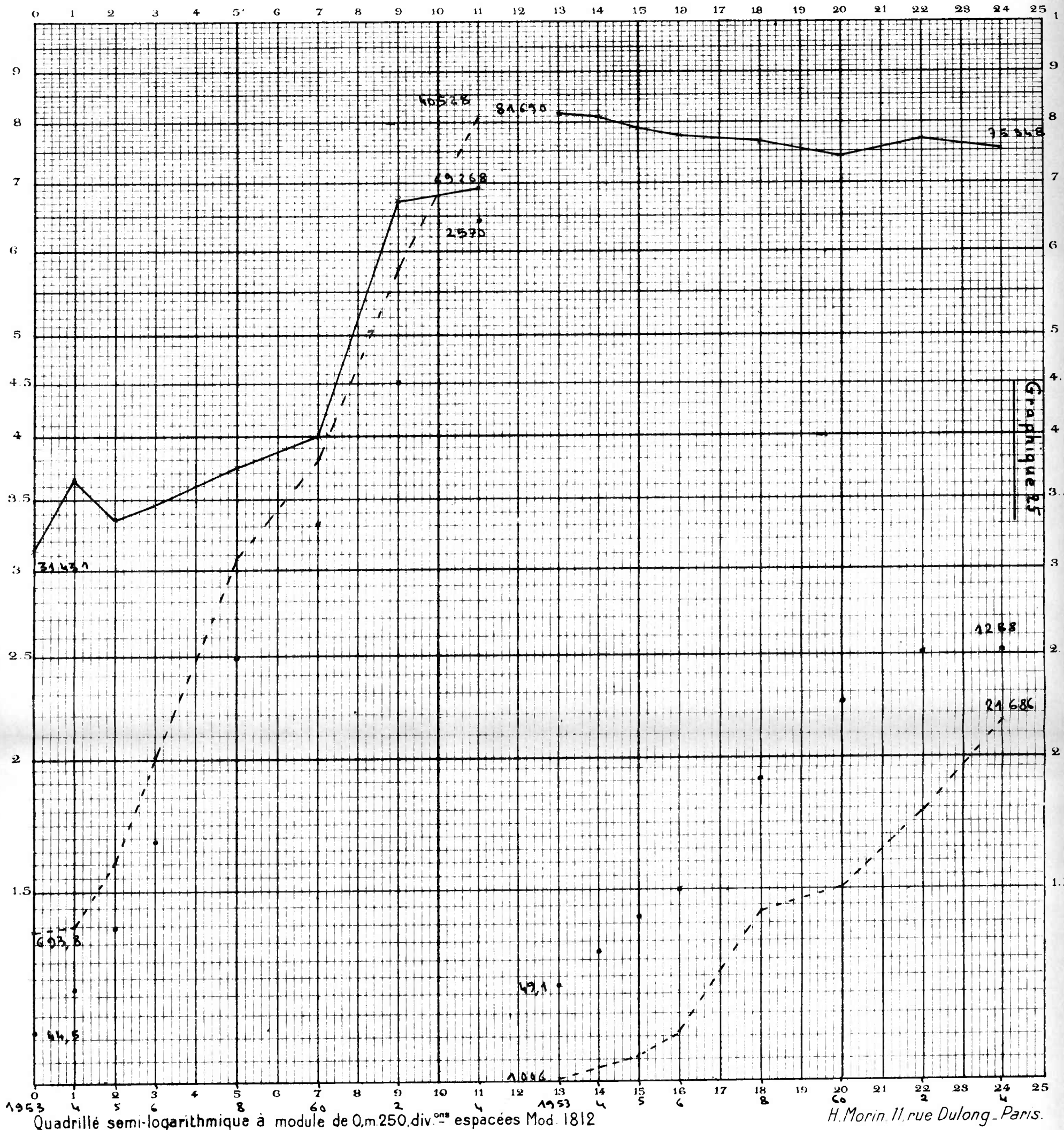
H. Morin, 11, rue Dulong - Paris.

74 - COMMERCES DE MATIERES PREMIERES, MATERIAUX, COMBUSTIBLES,
QUINCAILLERIE

740 - Commerces de détail des machines et de matériel agricole	5,8
741 - Commerces de détail de quincaillerie, articles de chauffage	11,0
742 - Commerces de détail de matériel électrique	14,0
743 - Garages, stations-service, pompistes, auto-écoles	51,5
744 - Commerces de gros des pièces détachées pour automobiles, pneumatiques	5,5
745 - Commerces de gros de cycles et motocycles, pièces détachées	4,6
746 - Commerces de détail de machines diverses	1,8
747 - Importation et commerces de machines de bureau, mobilier de bureau	4,6
748 - Commerces de détail des charbons ou autres combustibles	7,0
749 - Commerces de détail du bois, de vannerie	ε

75 - COMMERCES DES TEXTILES, DE L'HABILLEMENT ET DES CUIRS

750 - Commerces de gros de l'habillement	1,8
751 - Commerces de produits textiles bruts, des sacs, de la corderie	14,6
752 - Commerces de gros de la mercerie et de la bonnetterie	7,4
753 - Commerces de gros et demi-gros des tissus, tapis	13,6
754 - Commerces de détail de l'habillement, des tissus et de la mercerie	45,1
755 - Commerces de gros des cuirs et peaux	5,4
756 - Commerces de détail de la chaussure	9,1
757 - Commerces de gros de gros de la chaussure	1,7
758 - Commerces de gros des pelleteries et fourrures	0,9
759 - Commerces de détail des pelleteries et fourrures	0,3



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.^{ons} espacées Mod. 1812 H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

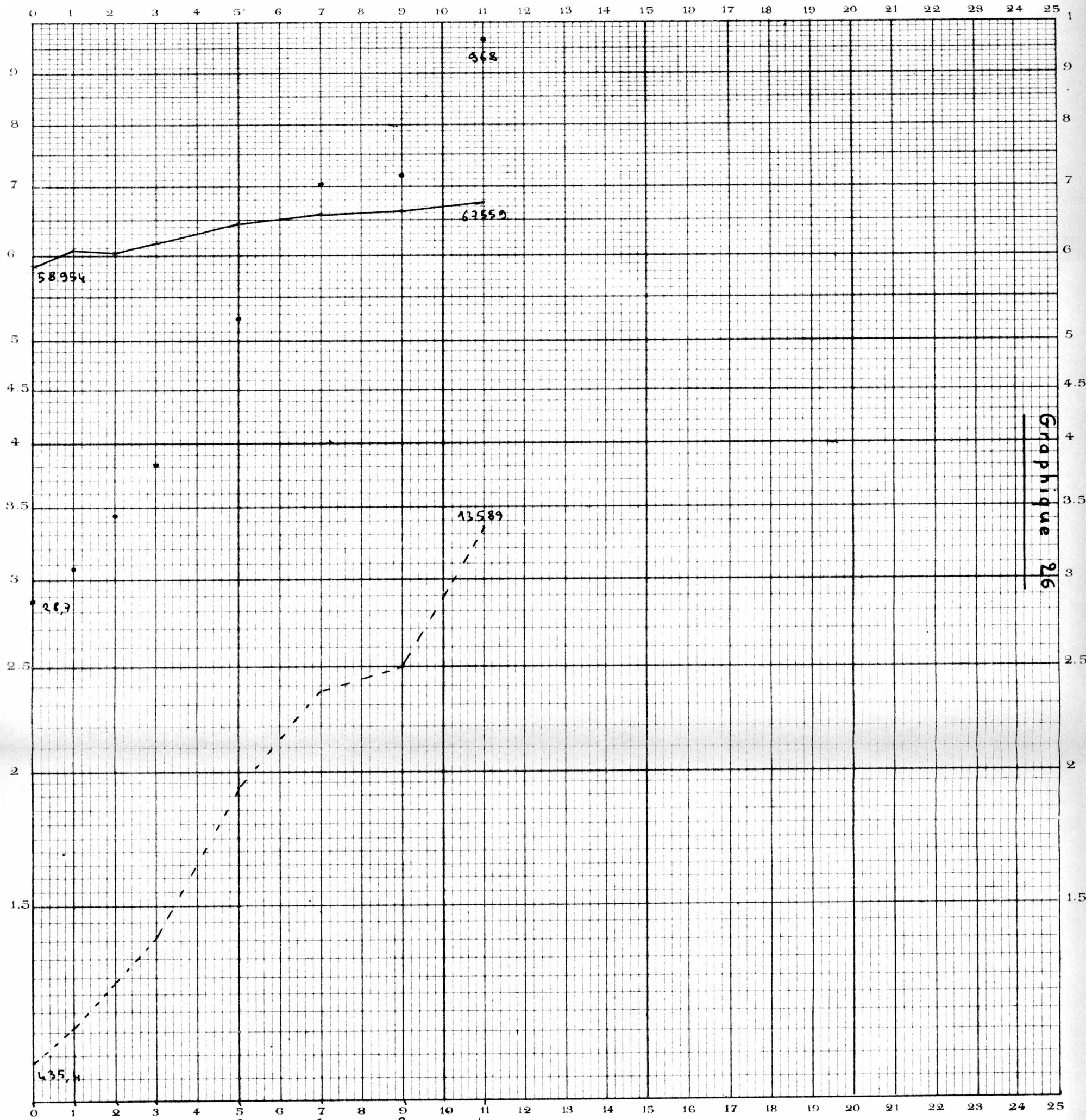
74

75

51.

76 - COMMERCES DIVERS

760	- Commerces d'antiquités, timbres-poste, etc	2,9
761	- Commerces de détail de la céramique mobilière et de la verrerie	3,5
762	- Commerces de détail de la droguerie, couleurs et vernis	11,1
763	- Commerces du meuble et d'objets en bois	18,7
764	- Commerces des livres, journaux, fournitures de bureau	19,8
765	- Commerces de gros de l'horlogerie, joaillerie, orfèvrerie	3,8
766	- Commerces de détail de l'horlogerie, bijouterie	8,8
767	- Commerces de détail de luxe	24,7
768	- Commerces de gros de la céramique mobilière et de la verrerie	4,2
769	- Commerces de gros de la maroquinerie, tabletterie, bim- beloterie	3,4



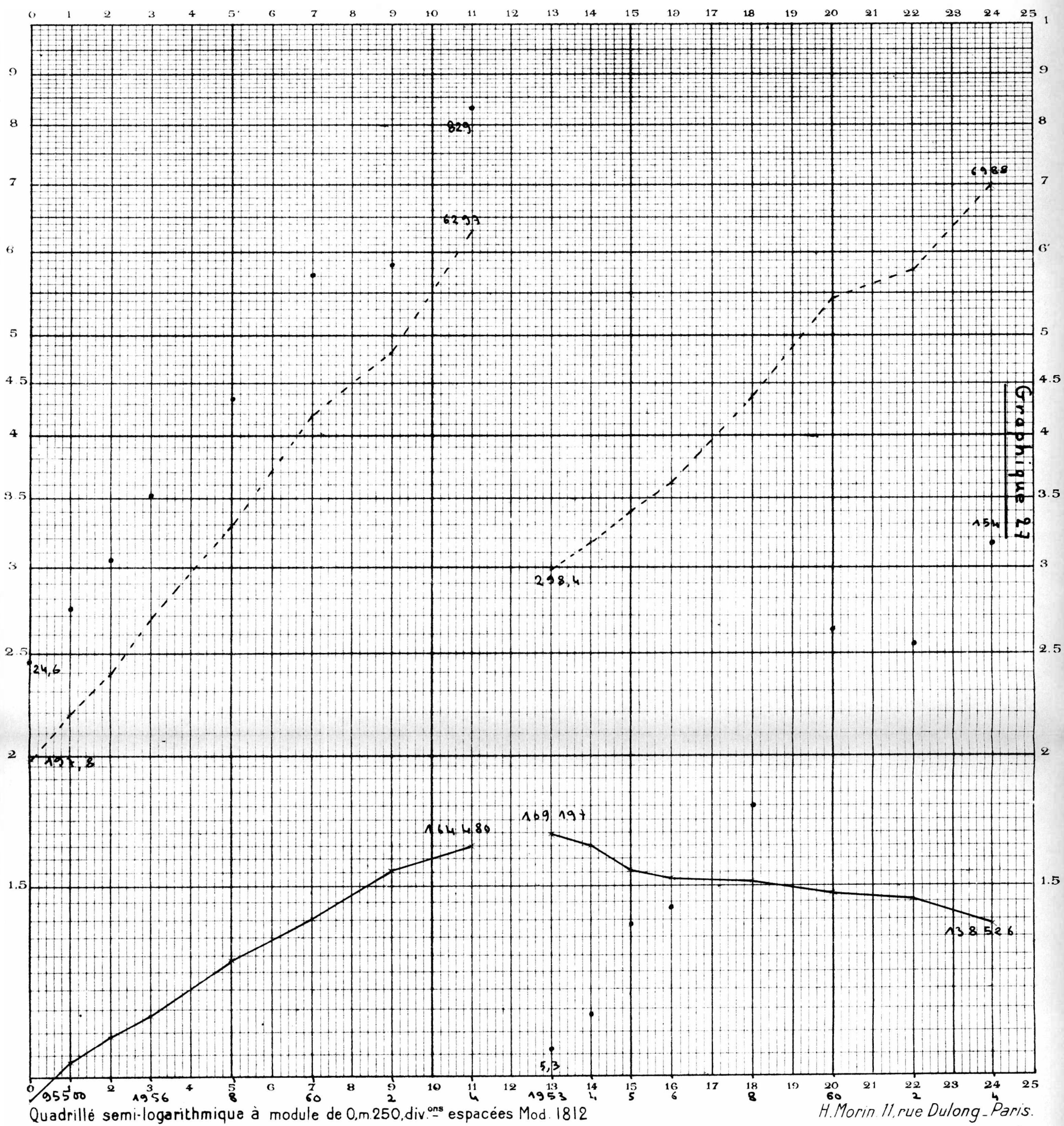
Graphique 26

77 - HOTELLERIE

771 - Hôtels, hôtels-restaurant, pensions de famille	59,7
772 - Restaurants, cafés-restaurant, brasseries	36,7
773 - Cantines, restaurants d'administration ou d'entreprise, cercles	2,1
775 - Camps de vacances	1,5

78 - DEBITS DE BOISSONS, DE TABACS

781 - Débits de boissons, bars	27,6
782 - Débits de boissons annexés à une autre activité (sauf tabac)	35,9
783 - Débits de tabac avec débits de boissons associés ou non à une autre activité	24,2
784 - Débits de tabac	12,3



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div.°ns espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

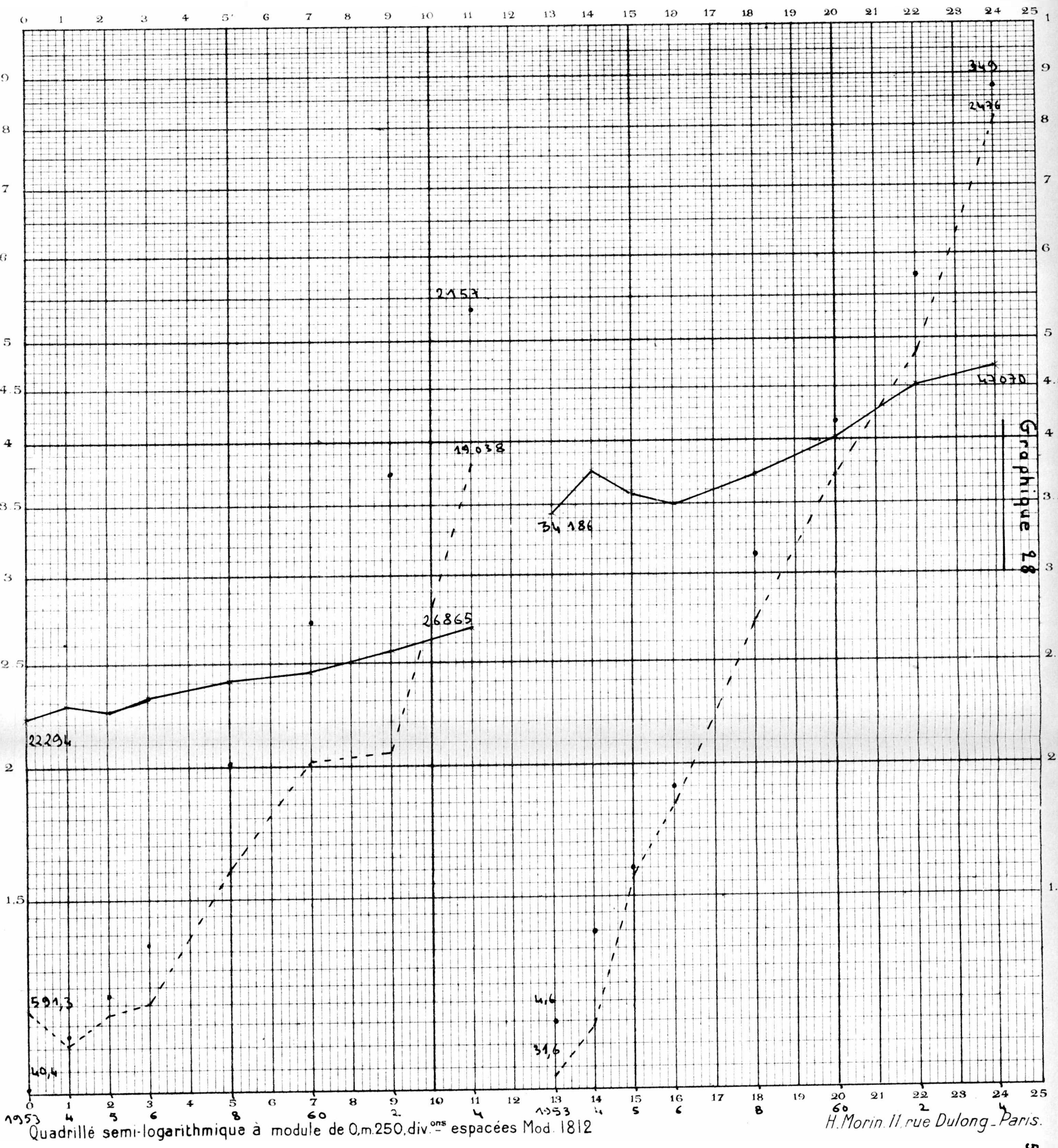
80 et 81 - INTERMEDIAIRES ET AUXILIAIRES DU COMMERCE ET DE
L'INDUSTRIE

(81 seulement jusqu'en 1960)

800 - Conseils et auxiliaires à fonctions multiples	0,7
801 - Expertise	0,3
802 - Entreprises de recherches techniques, bureaux d'essais, agences de brevets	10,2
803 - Entreprises de travaux spéciaux à façon	0,9
804 - Locations de machines et de matériel	1,7
805 - Locations diverses	0,4
806 - Concessions diverses	0,2
807 - Entreprises de conditionnement non spécialisé	0,1
809 - Entreprises de timbre-réclame	ε
810 - Intermédiaires (s.a.i.) ou à fonctions multiples ...	1,3
811 - Commissionnaires en marchandises (mandataires)	13,9
812 - Groupements d'achats et chaînes volontaires	16,2
813 - Courtiers, commissionnaires importateurs - exportateurs	30,2
815 - Agents commerciaux (non salariés)	2,6
816 - Représentants	1,5
817 - Comptables, conseils fiscaux	1,5
818 - Entreprises d'enquêtes, études de marché, conseils en organisation	0,7
819 - Publicité	17,0

82 - CESSION ET GESTION DE BIENS ET DE DROITS INDUSTRIELS ET
COMMERCIAUX

820 - Propriétaires d'immeubles, sociétés immobilières, offices d'H.L.M.	31,3
821 - Marchands de biens, sociétés de lotissements, lotisseurs fonciers	7,6
822 - Agences de vente de fonds de commerce et d'immeubles, agences de location	28,1
824 - Gérants administrateurs d'immeubles, administrateurs de biens	14,5
825 - Propriétaires de salles de réunion	0,1
826 - Propriétaires d'un fonds industriel et commercial mis en location	12,6
827 - Locations ou concessions de droits de propriété indus- trielle ou commerciale	5,2

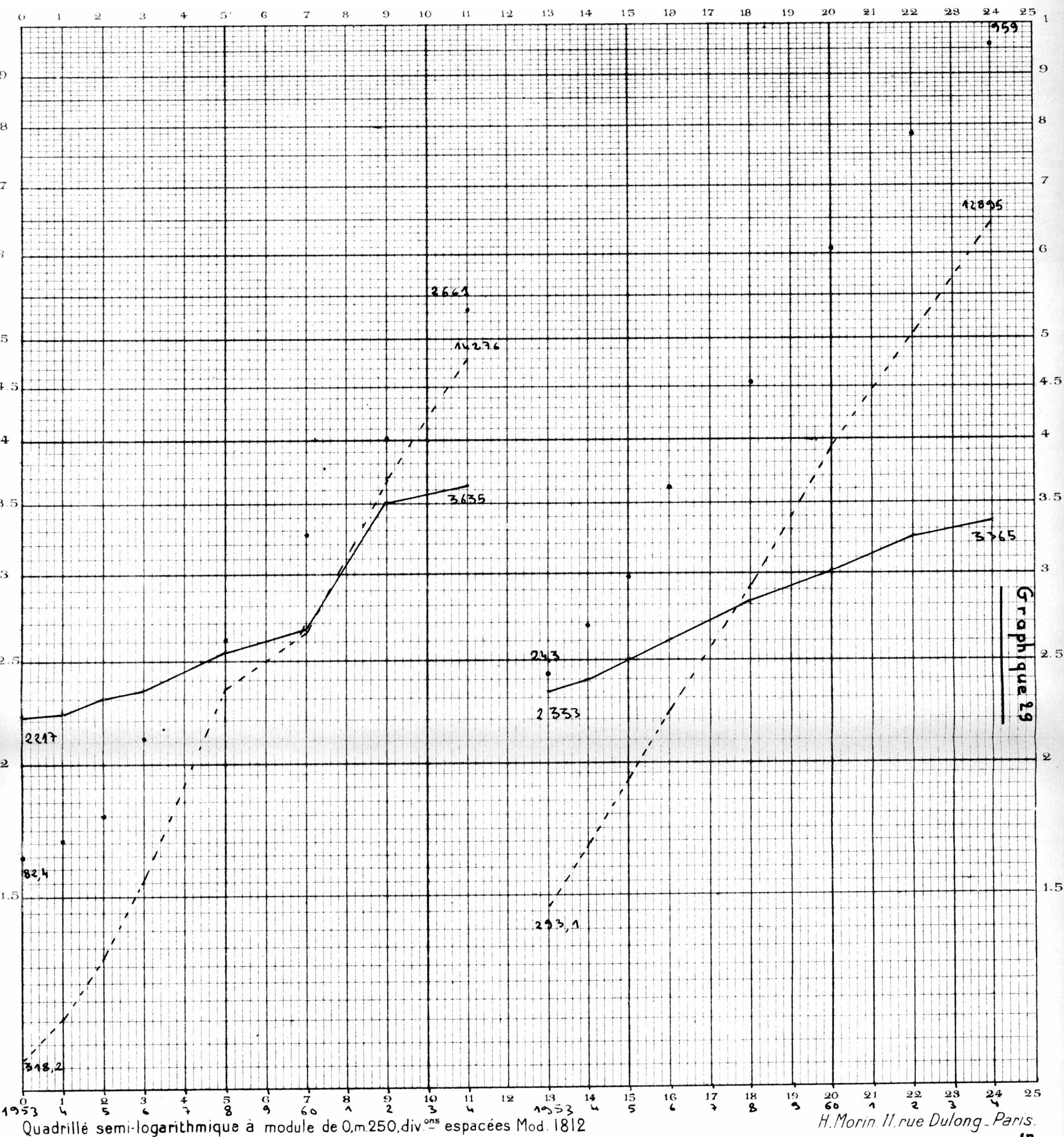


83 - ETABLISSEMENTS FINANCIERS, BANQUES, BOURSES DE VALEURS

830 - Banques d'émission	5,6
831 - Etablissements publics de crédit	0,5
832 - Etablissements de crédit semi-publics et nationalisés	35,0
833 - Banques privées	28,2
834 - Caisses d'épargne privées et autres établissements de crédit	9,4
835 - Sociétés d'investissement, sociétés de portefeuille, holding	15,2
836 - Intermédiaires financiers, bourses de valeurs	3,6
839 - Emetteurs, vendeurs de billets de la loterie nationale	2,5

84 - ASSURANCES

841 - Compagnies d'assurances nationalisées	38,7
842 - Compagnies d'assurances mutuelles	7,4
843 - Compagnies d'assurances privées	49,4
844 - Compagnies d'assurances maritimes	1,5
846 - Intermédiaires d'assurances	2,9



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div^{ons} espacées Mod. 1812

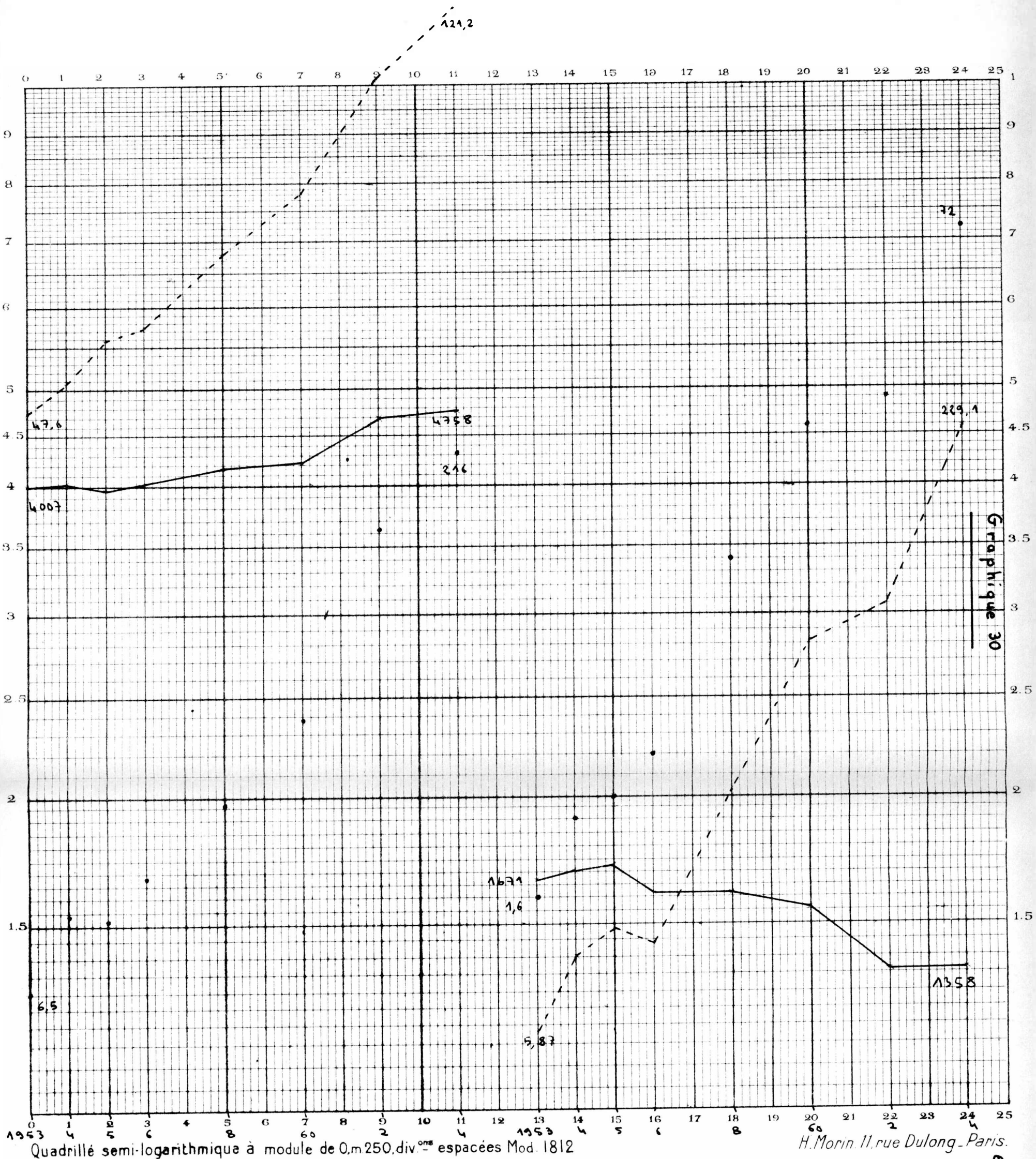
H. Morin, 11, rue Dulong - Paris.

88 - SPECTACLES

880 - Théâtres nationaux, municipaux	1,1
881 - Théâtres privés, tournées théâtrales, salles de concerts	6,6
882 - Music-Halls, boîtes de nuit, cabarets de chansonniers	5,4
884 - Cinémas	66,2
885 - Bals, dancings, patinage	1,1
886 - Casinos, salles de jeux	14,8
887 - Autres spectacles	2,8
888 - Auxiliaires des spectacles	2,1

93 - JUSTICE, AUXILIAIRES DE LA JUSTICE, POLICE, CONTENTIEUX

934 - Cabinets d'administration judiciaire	1,8
935 - Cabinets de contentieux, conseils juridiques, cabinets d'affaires	70,3
937 - Police privée, surveillance	27,9



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250 div.^{es} espacées Mod. 1812

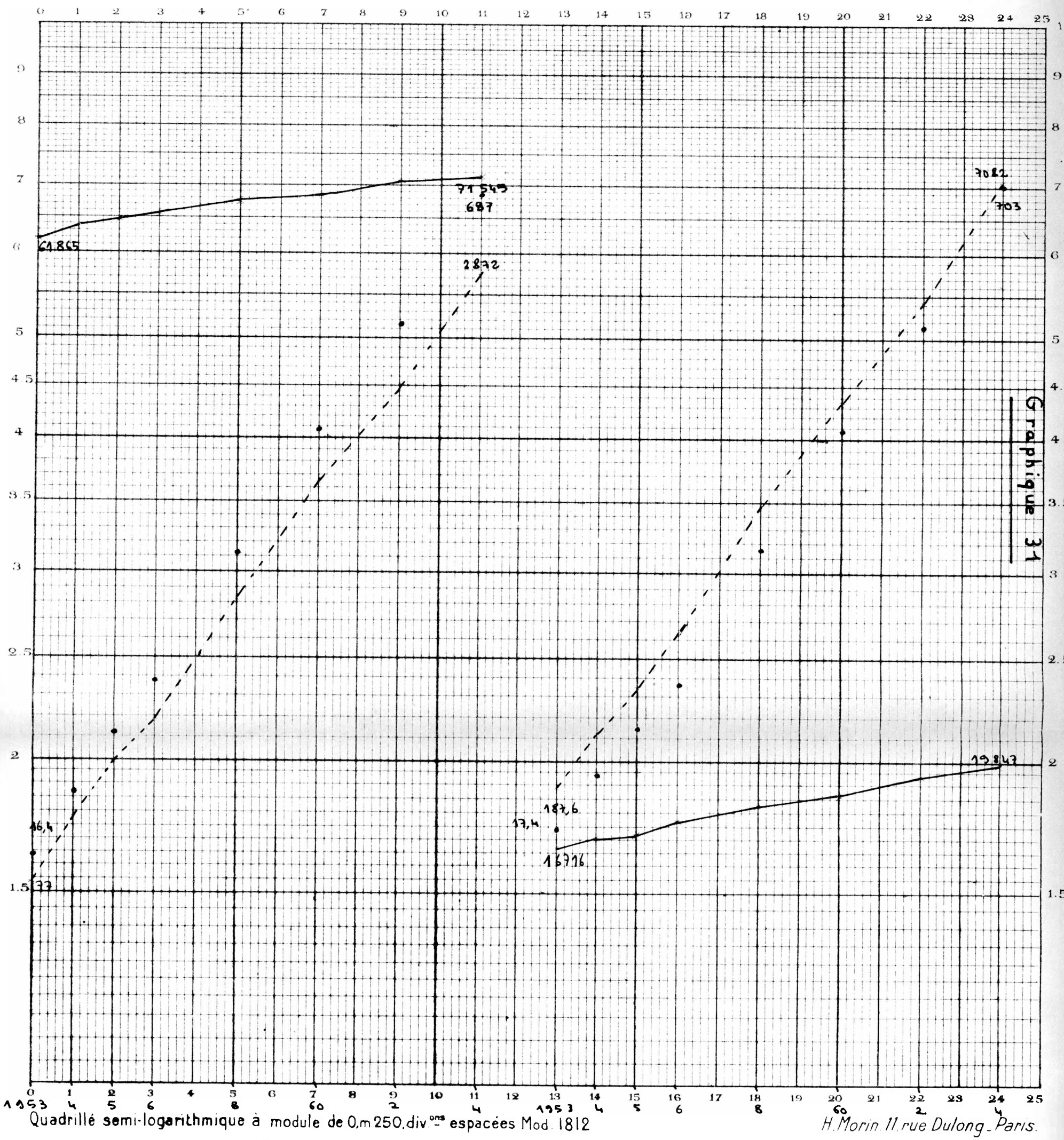
H. Morin, 11, rue Dulong - Paris.

89 - HYGIENE

891 - Salons de coiffure, instituts de beauté, manucure, etc	41,1
892 - Etablissements de bains	0,7
893 - Toilette	0,1
894 - Blanchisseries, teintureries de détail, lavage au poids, pressings	32,3
895 - Nettoyage de locaux et d'objets divers	12,2
897 - Blanchisseries, teintureries de gros et industrielles	8,9
898 - Lavoirs	0,6
896 - Entreprises privées d'hygiène publique	4,0

91 - SANTE

911 - Médecine	0,4
912 - Stomatologie et soins dentaires	ε
913 - Auxiliaires médicaux	ε
914 - Etablissements de soins privés	15,6
915 - Etablissements privés d'assistance, colonies de vacan- ces	2,2
916 - Etablissements thermaux	5,0
917 - Vétérinaires, auxiliaires vétérinaires	0,1
918 - Pharmacies et commerces de santé	76,6



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250 div.^{ons} espacées Mod 1812

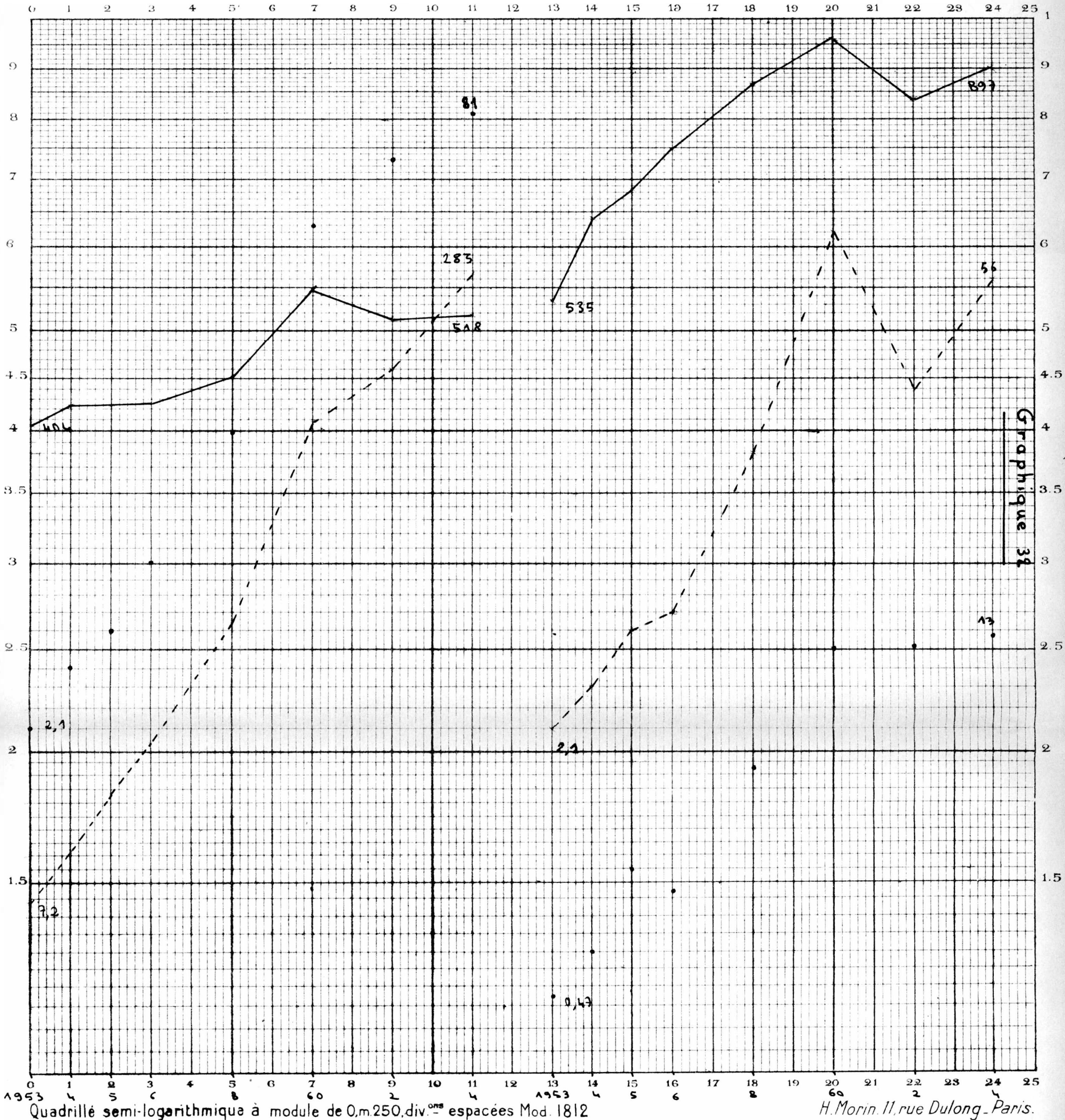
H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

95 - ENSEIGNEMENT

956 - Enseignement supérieur privé	9,5
957 - Enseignement privé du premier et du second degré ...	66,8
958 - Enseignement technique privé	23,3
959 - Enseignement artistique privé	0,3

96 - EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

962 - Etablissements privés d'enseignement de l'éducation physique	7,1
963 - Etablissements de sports	39,3
964 - Courses de chevaux, courses de taureaux	17,8
965 - Associations, sociétés sportives	26,8
967 - Auxiliaires de l'éducation physique et des sports	10,7



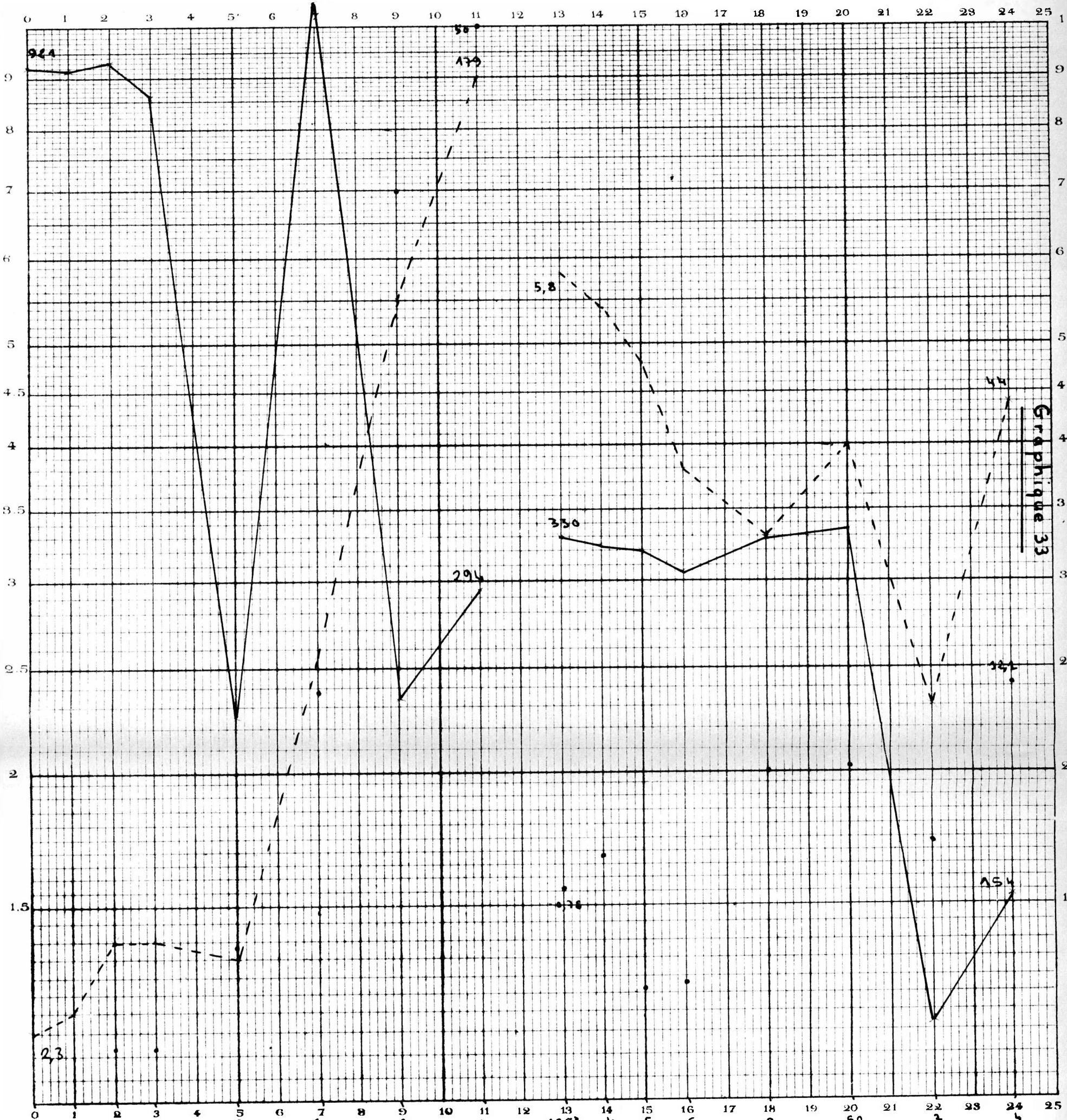
Graphique 34

97 - LETTRES, SCIENCES, ARTS, PROFESSIONS LIBERALES DIVERSES

972 - Etablissements privés de recherches et d'études	43,0
976 - Architectes, urbanistes, décorateurs	31,3
977 - Cabinets de métreur	19,6
978 - Cabinets de géomètre, typographe, arpenteur	5,6
979 - Activités libérales	0,5

98 - ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

986 - Organisations professionnelles, économiques et sociales	96,6
989 - Associations, groupements confessionnels ou philosophiques, etc	3,4



Quadrillé semi-logarithmique à module de 0,250, div. onnes espacées Mod. 1812

H. Morin 11, rue Dulong - Paris.

Enfin, à ces documents tirés des comptes de la nation, nous avons joint le tableau IV et le graphique 11 qui retracent l'évolution du personnel de l'Etat (1) depuis 1952, par grande fonction telle qu'elle ressort des budgets de l'Etat. On notera la forte augmentation des fonctionnaires de l'Education Nationale et la rapide diminution des militaires dont le nombre semble devoir se stabiliser désormais.

c) Les entreprises : présentation des graphiques 12 à 33.

L'analyse de l'évolution des entreprises de services est présentée dans un certain nombre de graphiques (2), à raison de un au moins pour chaque poste de services dans la nomenclature des activités économiques de l'I.N.S.E.E. ; certains graphiques sont au niveau de la nomenclature à trois chiffres ; enfin il y a un certain nombre de graphiques récapitulatifs.

Sur chaque graphique sont représentés, en trait plein, le nombre d'entreprises, en pointillé le chiffre d'affaires du secteur, et la masse des salaires distribués dans l'année est figurée par des points. Chiffre d'affaires et masse des salaires sont en francs courants. Pour les deux années extrêmes 1953 et 1964, on a écrit leurs valeurs sur le graphique, en milliards d'anciens francs pour 1953 et en millions de nouveaux francs pour 1964.

Chaque graphique au niveau de la nomenclature à deux chiffres est précédé d'une note indiquant la dénomination du secteur dans la nomenclature des activités économiques, les sous-postes dans la nomenclature à trois chiffres, et la part de chacun de ceux-ci dans le chiffre d'affaires du secteur pour 1964.

On se reportera au tableau I pour le raccordement avec les 15 secteurs C.E.C.A. Le tableau V permettra de mesurer l'évolution **entre 1953 et 1964** de la part relative de chaque secteur d'activité économique dans le chiffre d'affaires total des entreprises de services.

(1) Il ne s'agit donc plus ici des "administrations", mais d'une catégorie à la fois plus large puisqu'elle comprend les P et T, classées comme entreprises dans la Comptabilité Nationale et plus étroite puisqu'elle ne comprend pas les collectivités locales, les administrations privées, la sécurité sociale. Dans la nomenclature C.E.C.A., cette catégorie correspondrait à une partie du secteur 15 et une partie du secteur 1.

(2) Sources : B.I.C.

(3) La déflation aura lieu dans une seconde étape.

TABLEAU VI

BANQUES

Répartition par branches des utilisations de crédits En milliards de F.
1959

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
15 Construction logement	25,85	31,21	35,08	38,94	43,22	51,25	
7 Ventes à crédit	2,38	3,43	4,22	4,89	5,58	6,02	
13 Produits agricoles et collecte céréales	8,57	9,67	11,21	13,46	15,50	18,95	
2 Charbon	2,67	2,87	3,10	2,85	2,73	2,71	
11 Energie	9,43	10,27	11,27	12,72	8,72	9,83	
1 Pétrole, carburant	1,39	1,50	1,34	1,35	1,72	1,74	
3 Transports	3,49	4,13	4,30	4,20	4,27	4,39	
10 Bâtiment T. P.	3,63	3,77	⁺ _{bois} 5,58	6,50	7,41	8,46	
14 Industrie des métaux	12,75	14,34	16,38	19,06	20,37	22,77	
8 Textiles	3,31	3,71	⁺ _{cuir} 4,90	5,15	5,78	6,34	
0 Cuir, papier, bois	2,32	2,41					
5 Produits chimiques	3,67	4,17	4,40	4,52	4,86	5,15	
4 Industrie et commerce ali- mentaire	3,38	4,01	3,27	3,74	4,10	4,62	
6 Commerce non spécialisé	1,38	1,49	3,35	3,91	4,68	5,24	
9 Divers	1,90	2,16	3,62	4,59	5,77	7,11	
12 Crédits non recensés			15,67	18,93	19,74	19,33	
16 TOTAL	<u>86,12</u>	<u>99,14</u>	<u>127,69</u>	<u>144,81</u>	<u>154,45</u>	<u>173,91</u>	

TABLEAU VII

BANQUES

Répartition par branches des utilisations de crédits En milliards de F.
courants

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
15 Construction logement	25,85	38,05	37,12	42,76	49,49	58,27	68,19
7 Ventes à crédit	2,38	3,54	4,47	5,38	6,40	7,06	7,55
13 Produits agricoles et collecte céréales	8,57	9,97	11,87	14,79	17,75	22,21	28,33
2 Charbon	2,67	2,96	3,28	3,14	3,13	3,18	3,45
11 Energie	9,43	10,59	11,93	13,97	9,99	11,53	11,81
1 Pétrole, carburant	1,39	1,55	1,42	1,49	1,97	2,05	2,61
3 Transports	3,49	4,26	4,55	4,62	4,89	5,15	5,28
10 Bâtiment T. P.	3,63	3,89	^{bois} 5,91	7,14	8,49	9,92	11,57
14 Industrie des métaux	12,75	14,79	17,34	20,93	23,33	26,69	28,82
8 Textiles	3,31	3,83	^{cuir} 5,19	5,66	6,62	7,44	7,63
0 Cuir, papier, bois	2,32	2,49					
5 Produits chimiques	3,67	4,20	4,66	4,97	5,57	6,04	6,87
4 Industrie et commerce ali- mentaire	3,38	4,14	3,47	4,11	4,70	5,42	6,44
6 Commerce non spécialisé	1,38	1,54	3,55	4,30	5,36	6,15	7,14
9 Divers	1,90	2,23	3,84	5,05	6,61	8,34	10,26
12 Crédits non recensés			16,58	20,79	22,61	22,66	24,83
16 TOTAL	<u>86,12</u>	<u>102,03</u>	<u>135,18</u>	<u>159,10</u>	<u>176,91</u>	<u>202,11</u>	<u>230,78</u>

+ 268 %

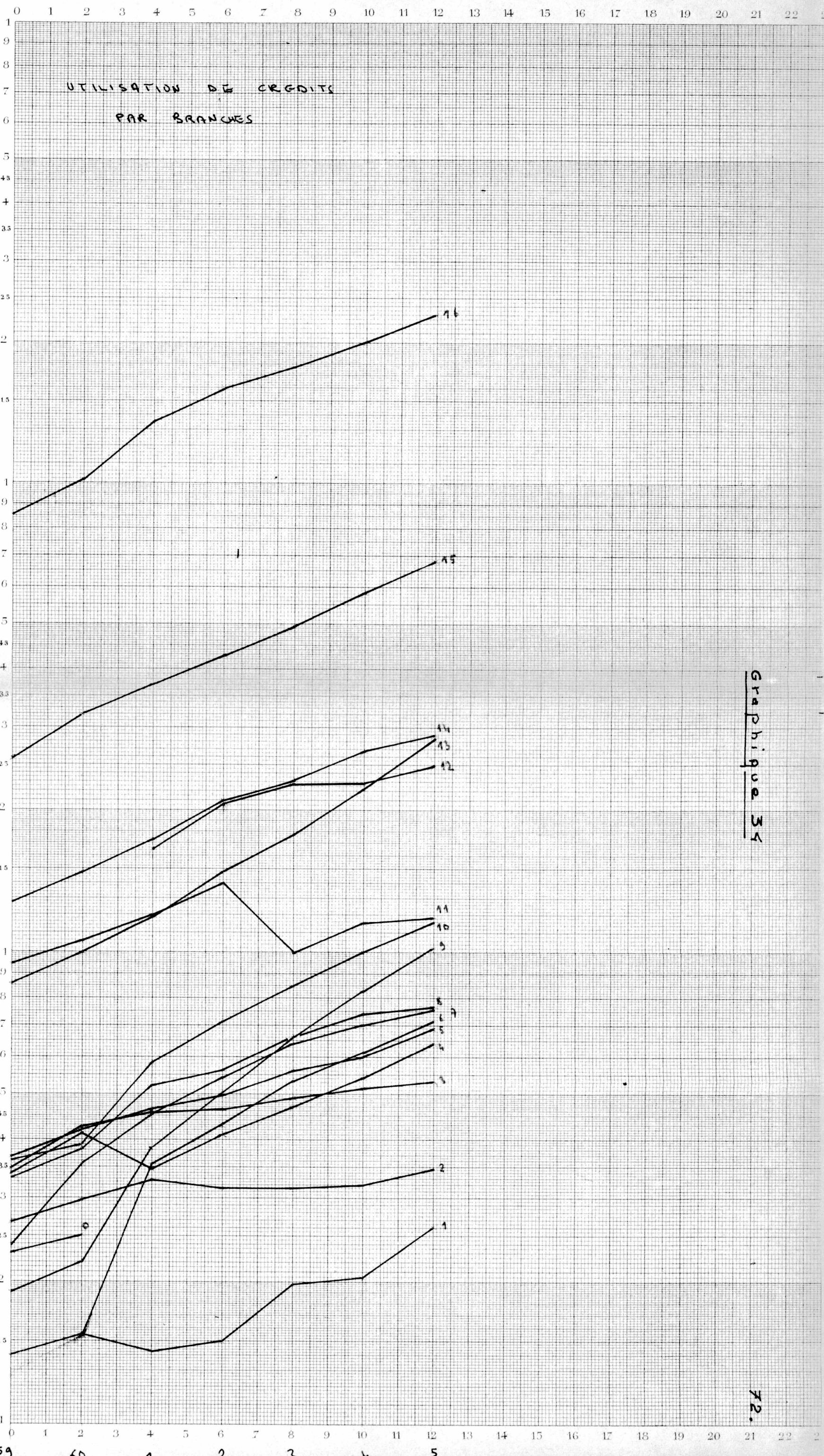
REPARTITION PAR BRANCHES DES UTILISATEURS DE CREDITS

(milliards de F.)

- 0 - Cuir, papier, bois (jusqu'en 1960).
- 1 - Pétrole, carburant.
- 2 - Charbon.
- 3 - Transports.
- 4 - Industrie et commerce alimentaire.
- 5 - Produits chimiques.
- 6 - Commerce non spécialisé.
- 7 - Ventes à crédit.
- 8 - Textiles (plus cuir à partir de 1961).
- 9 - Divers.
- 10 - Bâtiment, T.P. (plus bois à partir de 1961).
- 11 - **Energie.**
- 12 - Crédits non recensés (à partir de 1961).
- 13 - Produits agricoles. Collecte de céréales.
- 14 - Industrie des métaux.
- 15 - Construction de logements.

- 16 - Total.

1000



Graphique 34

72.

1959 60 1 2 3 4 5

TABLEAU VIII

BANQUESDépôts à vueMilliards de francs 1958

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Comptes courants (1)								
Banque de France	1,16	0,93	1,01	0,92	1,01	1,45	1,44	
Banques (2)	30,75	35,64	39,25	45,14	53,25	59,72	63,57	
C.C.P. (3)	7,53	8,36	9,76	9,87	11,46	12,54	13,41	
Trésor Public (1)	0,73	0,84	0,96	1,12	1,31	1,46	1,65	
TOTAL	40,17	45,77	50,98	57,05	67,03	75,17	80,07	
Indices d'augmentation annuelle		113	114	114	112	113	108	

(1) Comptes des particuliers et des entreprises.

(2) Banques inscrites + Banques Populaires + Caisses du Crédit Agricole + Banques Françaises et Commerce Extérieur.

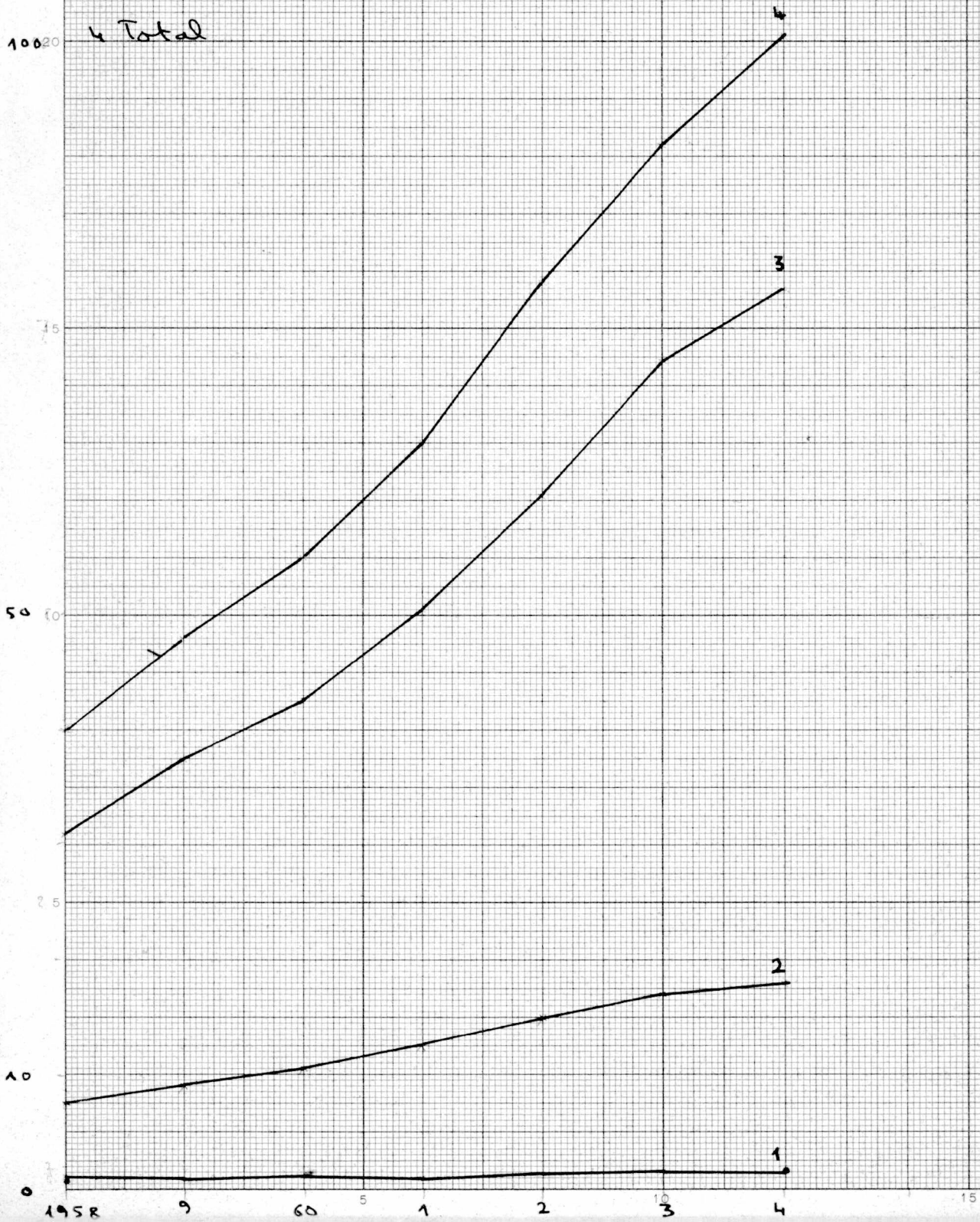
(3) Comptes Chèques Postaux.

TABLEAU IX

BANQUESDépôts à vueEn milliards de francs

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Comptes courants (1)								
Banque de France	1,16	0,98	1,10	1,03	1,23	1,45	1,44	
Banques (2)	30,75	37,57	42,67	50,38	61,57	72,15	78,58	
C.C.P.	7,53	8,82	10,61	12,47	15,03	17,15	18,77	
Trésor Public (1)	0,73	0,84	0,96	1,12	1,31	1,46	1,65	
TOTAL	<u>40,17</u>	<u>48,21</u>	<u>55,34</u>	<u>65,00</u>	<u>79,14</u>	<u>92,21</u>	<u>100,44</u>	
<p>(1) Comptes des particuliers et des entreprises.</p> <p>(2) Banques inscrites + Banques Populaires + Caisses du Crédit Agricole + Banques Françaises et Commerce Extérieur.</p>								

- Trésor public (Comptes des particuliers et des entreprises)
- 1 Banque de France (id.)
- 3 Banques (Banques inscrites + banques populaires + caisses de crédit agricole + Banque Française du Commerce extérieur.)
- 2 C.C.P.
- 4 Total



BANQUES

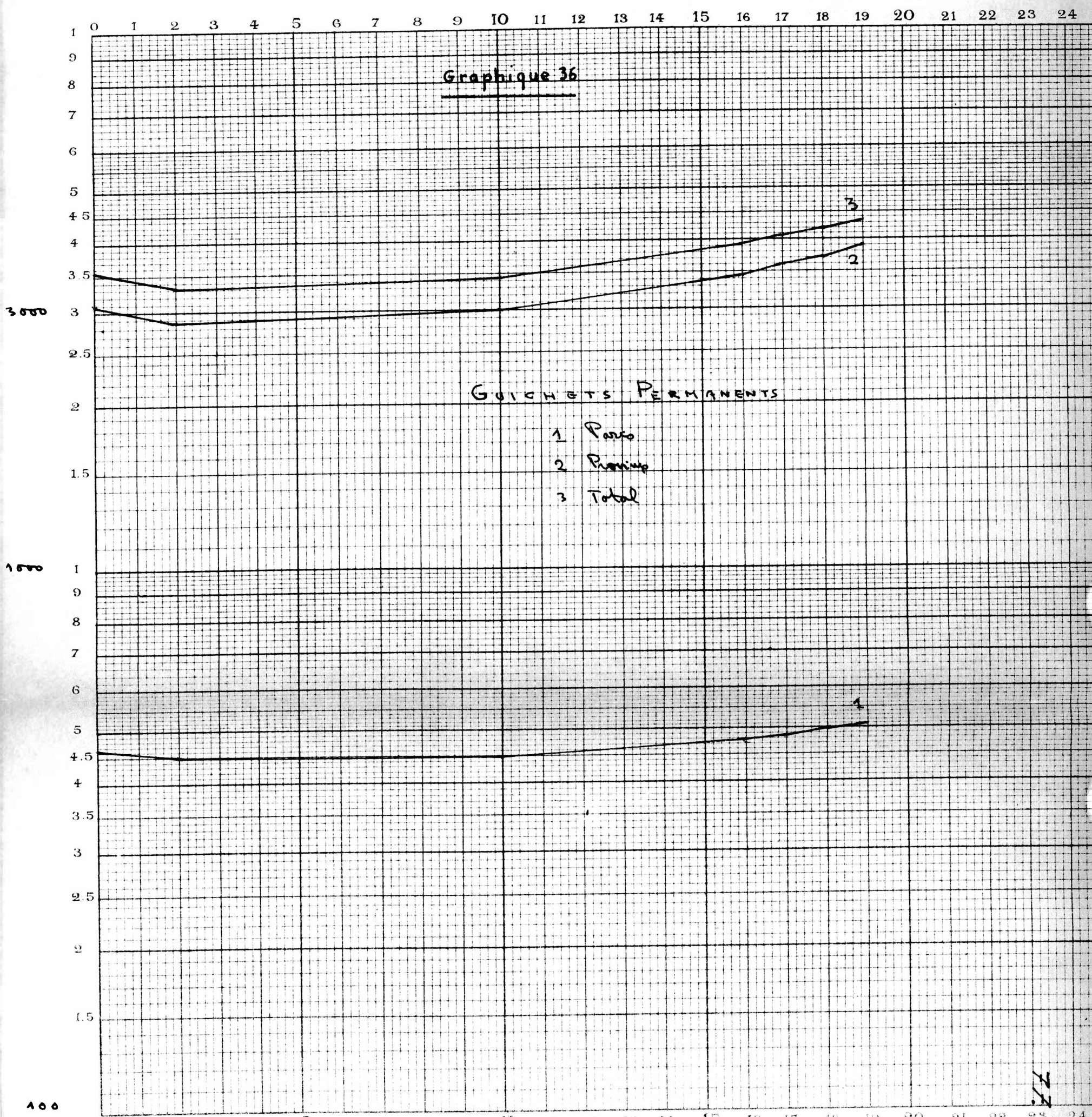
Guichets permanents				Guichets spécialisés	
	Paris	Province	Total	Change	Guichets ne pouvant recev. de dépôts (I)
1946	464	3.086	3.550	-	-
1948	450	2.876	3.326	12	-
1956	447	3.000	3.447	36	4
1962	474	3.461	3.935	57	25
1963	485	3.598	4.083	58	25
1964	497	3.712	4.209	64	30
1965	510	3.830	4.340	66	32

(I) Ventes à crédit et crédit immobilier.

Sur 144 autorisations délivrées en 1965 :

	9 localités non équipées.
	19 communes de banlieue.
94	66 quartiers d'agglomération urbaine en expansion.

Plus l'ouverture de 162 guichets périodiques et 30 saisonniers.



d) Entreprises financières

Les tableaux VI et VII montrent la répartition des crédits distribués par les banques de 1959 à 1965 par branches d'activité. Au total ils sont passés de 86,12 à 230,78 milliards de francs courants soit une augmentation de 268 % ; en francs constants 1959 le volume des crédits est passé de 86,12 à 173,91 milliards, soit une augmentation de 202 % (1). Les tableaux VIII et IX donnent le montant des dépôts à vue dans les établissements financiers en francs courants et en francs constants, l'augmentation la plus forte a été enregistrée par les banques. La réglementation en vigueur pour les paiements en monnaie scripturaire impose l'ouverture d'un compte de dépôt à un nombre croissant de personnes (augmentation générale des salaires).

Enfin, le tableau X indique la croissance du nombre de "guichets", il faut entendre par ce terme les agences locales.

(1) L'indice de déflation qui a été appliqué est une moyenne entre l'indice des prix de gros et celui des prix de détail.

PARTIE II

La seconde démarche consiste à analyser ces données pour déterminer les divers facteurs qui influent sur la consommation de services par les particuliers et par les entreprises.

Ces facteurs peuvent être de deux ordres : quantitatifs ou qualitatifs.

1 - Facteurs quantitatifs :

Il s'agit de grandeurs telles que la P.I.B., la population totale, la population active, le revenu par tête, la consommation par tête. La P.I.B. a été retenue ici de préférence au P.N.B. puisque cette grandeur a paru donner une meilleure estimation du taux de croissance des entreprises. En effet, la P.I.B. mesure la production disponible de toutes les branches augmentée des droits et taxes à l'importation. La P.I.B. exclut la rémunération des salariés des administrations, la partie des services rendus par les institutions financières qui constitue des emplois finals de l'économie, la rémunération des salariés des ménages et des administrations privées, le montant net des revenus de facteurs reçus du reste du monde.

Le revenu par tête et la consommation par tête sont des grandeurs qui mesurent le pouvoir d'achat et le niveau de vie des habitants d'un pays.

C. CLARK a montré que la demande de produits manufacturés atteint une saturation pour un certain niveau de revenu par tête, mais que au-delà de ce seuil l'augmentation du revenu est affectée à l'achat de "services". (Sa définition du secteur services est toutefois très large puisqu'elle comprend la construction).

2 - Facteurs qualitatifs :

Il s'agit ici de l'énumération de phénomènes difficilement mesurables actuellement mais que l'on suppose avoir une influence sur la demande de services :

- Urbanisation.
- Allongement de la scolarité, importance de la formation des adultes, recyclage.
- Extension des congés payés, de la journée de travail continu.
- Allongement de l'espérance de vie.
- Progrès technique.
- Diffusion.

Facteurs quantitatifs

Activités	Facteurs explicatifs	Population totale	Population active	P.I.B.	Revenu/tête
<u>1. Transports et télécommunications</u>					
Ferroviaires	P	⊗	⊗	+	+
	M				
Routiers	P	⊗	+	+	+
	M				
Maritimes et fluviaux	P	-	-	-	-
	M				
Aériens	P	+	+	+	+
	M				
Auxiliaires des transports - entrepôts					
Communications		+		+	+
<u>2. Banques et assurances</u>					
Banques			+	+	+
Assurances		+	+	+	+
3. Commerces					
4. Hôtels, restaurants, cafés					
5. Enseignement					
6. Services de santé					
7. Services de recherche					
8. Services récréatifs					
9. Services personnels					
10. Services destinés essentiellement aux entreprises					
11. Location de biens de capital fixe autres qu'immeubles					
12. Location immobilière					
13. Services de réparation pour les ménages					
14. Autres services n.d.a.					
15. Services des administrations publiques					

Le tableau XI donne à titre indicatif une ventilation des divers facteurs, et les hypothèses que l'on peut faire quant à leurs poids respectifs. Au stade actuel de l'étude il ne s'agit que d'hypothèses de travail.

Nous décrirons brièvement poste par poste les éléments qui nous semblent devoir être retenus.

1.1 - Transports ferroviaires

L'accroissement du nombre de voyageurs et du nombre de kilomètres parcourus tient essentiellement à l'augmentation de la population totale, à la croissance de la P.I.B., à celle du revenu par tête, à l'extension et l'allongement de la période de congés payés. Il y aura lieu d'étudier l'effet revenu : en effet il semblerait qu'il y ait des seuils. La voiture se substituant au transport ferroviaire pour un certain niveau de revenu et au-delà d'un niveau encore supérieur la voiture accompagnant les passagers pour effectuer par train une partie du trajet.

1.2 - Transports routiers

Le développement des transports routiers, tant pour les voyageurs que pour les marchandises est lié à l'accroissement de la population totale, de la population active, de la P.I.B., du revenu par tête. Il est sans doute influencé par le développement du tourisme, par l'urbanisation. Un souci de productivité accrue dans le secteur des transports a conduit la S.N.C.F. à remplacer certaines lignes de chemins de fer par des transports routiers.

1.3 - Transports maritimes et fluviaux

La diminution est sans doute due à la concurrence. Un accroissement relatif moins vif pourrait être envisagé en fonction de la concurrence des autres moyens de transport.

1.4 - Transports aériens

Tous les facteurs quantitatifs semblent avoir une influence ainsi que le progrès technique, le besoin d'information (mobilité des hommes responsables).

1.5 - Communications

Tous les facteurs quantitatifs, le progrès technique, la diffusion de l'information, de la culture, des loisirs, interviennent.

2.1 - Banques et établissements financiers

La P.I.B., le revenu par tête, le nombre de personnes actives semblent être les facteurs principaux.

2.2 - Assurances

Tous les facteurs quantitatifs ont une influence ainsi que l'obligation légale de contracter une assurance pour profiter de certains biens ou services (voiture, crédits).

3. Commerce

Le nombre de consommateurs et leur pouvoir d'achat semblent les facteurs essentiels. Une incertitude s'attache à l'évolution de la productivité des services du commerce.

Des études spécifiques par types de commerces ou par produits sont évidemment nécessaires.

4. Hôtels, cafés, restaurants

Le nombre de consommateurs et leur pouvoir d'achat, l'urbanisation, les congés payés, la journée de travail continu, seraient les facteurs les plus déterminants.

5. Enseignement

La population totale, le revenu par tête, la P.I.B., l'allongement de la scolarité, le progrès technique et son corollaire la formation continue des adultes (recyclage), influenceraient la demande.

6. Services de santé

La demande de soins médicaux est influencée par la population totale, le progrès technique, l'allongement de l'espérance de vie, la diffusion de "l'éducation sanitaire".

7. Services de recherche

Leur développement semble essentiellement être influencé par la P.I.B. Mais cette influence se recroise avec le niveau culturel.

8. Services récréatifs

La demande serait influencée par la population totale, le revenu par tête, l'urbanisation et l'allongement du temps de loisirs et la politique de l'Etat.

9. Services personnels

Tous les facteurs quantitatifs. En fait il s'agit là d'un ensemble d'activités extrêmement disparates.

10. Services destinés essentiellement aux entreprises

La croissance de la P.I.B. semble l'élément le plus important, mais une recherche d'amélioration de la productivité peut être importante.

11. Location de biens de capital fixe autres qu'immeubles

On décèle mal, a priori, quels sont les facteurs explicatifs. Il semble que la mécanisation, donc le progrès technique, ait une influence. La P.I.B. ne peut être retenue comme facteur explicatif sans correction puisque les très grosses entreprises ayant le plein emploi d'équipements auraient plutôt intérêt à les acheter qu'à les louer. Toutefois ceci n'est qu'une hypothèse qu'il conviendra de discuter d'une manière plus nuancée.

12. Location immobilière

En tout état de cause il faut distinguer les immeubles à usages industriels et commerciaux des immeubles d'habitation. Mais la détermination des variables réellement susceptibles d'influencer le développement de ce type de services est assez complexe.

13. Services de réparation

Plusieurs facteurs qualitatifs semblent jouer en sens contraire : la nature du bien et son prix relatif par rapport à la réparation, manque de main-d'oeuvre (plombiers).

15. Services des administrations publiques

Le développement des services publics obéit sans doute à une dynamique interne (Parkinson). De surcroît la France est un pays fortement centralisé. Depuis la guerre on constate que la neutralité de l'administration envers la vie économique et sociale a fait place à un certain dirigisme. L'Etat contrôle des domaines d'activités diverses (autorisation de construire, nationalisation mines, chemin de fer, électricité, gaz, banques). On assiste à une socialisation partielle : la prise en charge par l'administration des transferts sociaux (sécurité sociale, allocations familiales etc...) en est un aspect. Il semble que dans ce domaine les choix politiques aient un poids considérable.

PARTIE III

CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES SUR LA PROJECTION DES " SERVICES "

UNE DEMARCHE THEORIQUE POUR LA PROJECTION

En vue d'effectuer la projection à long terme de l'offre et de la demande de services, la démarche qu'il faudrait théoriquement suivre serait la suivante :

- La demande de services par les utilisateurs finals est analysée en fonction d'un certain nombre de variables explicatives dont le choix, justifié par des considérations théoriques, peut être confirmé par des ajustements à partir d'enquêtes ou de séries temporelles.

Ces variables doivent être aisément mesurables et, de plus, on doit pouvoir, en ce qui les concerne, établir des hypothèses raisonnables à long terme.

- Il faut alors projeter la demande en volume à long terme et, si possible bâtir des hypothèses de variations des prix relatifs en fonction desquelles des corrections peuvent être apportées aux projections.

- Sous réserve d'échanges de services entre pays, (l'incidence de ce phénomène (1) devrait être appréciée) l'offre intérieure correspond à la demande. On peut donc ainsi parvenir à une projection de la "production" des différents services.

- Il apparaît assez généralement dans les divers secteurs que l'évolution du chiffre d'affaires et celle des salaires sont parallèles.

Cela signifie qu'il y a complémentarité entre le développement de l'activité et la croissance de la productivité ; ou encore que les éventuelles économies d'effectifs sont compensées par des accroissements correspondants des salaires moyens.

Dans une optique de projection, une option reste à prendre : une hypothèse sur une évolution différentielle des effectifs induira une hypothèse de fait sur l'accroissement de la productivité des travailleurs, inversement une hypothèse sur l'évolution de cette productivité se traduira par une évolution résultante des effectifs employés dans le secteur considéré.

(1) Transports aériens par exemple.

Quel que soit le choix, et il sera dicté soit par des considérations théoriques, soit, plus probablement par des considérations empiriques, une certaine structure de population active apparaîtra dans les services au terme de la projection.

- On doit donc, par cette démarche théorique, aboutir à des projections d'offre et de demande, se traduisant par des consommations et des structures de production. Si l'on parvient à ce stade, il est nécessaire de critiquer les projections ou, plus exactement, d'en tester la cohérence, non sans avoir mesuré le degré de probabilité des divers éléments de la projection, ce qui revient à évaluer la sensibilité de ces projections non seulement aux facteurs qui les expliquent mais encore à la diffusion éventuelle de certaines innovations.

UNE RECHERCHE DE COHERENCE

- Les cadres de la comptabilité nationale.

Le tableau d'échanges interindustriels retrace le compte de production des branches et ventile la somme des ressources résultant de leur activité entre les divers emplois par les agents économiques avec des termes correctifs d'équilibre se rapportant aux variations des stocks ou au commerce extérieur. Le tableau économique d'ensemble récapitule les ressources et emplois des comptes d'affectation, de capital et financier des divers agents économiques. Le premier test de cohérence qui vient à l'esprit consiste à établir ces deux tableaux, même sous une forme condensée au terme de la projection.

Cela ne peut toutefois se réaliser que moyennant certaines restrictions ou hypothèses.

La restriction la plus importante se rapporte à la matrice d'échanges proprement dite, c'est-à-dire à celle qui retrace les consommations intermédiaires des produits des branches pour réaliser la production des autres branches.

Nous reparlerons de cette contrainte que l'on peut tenter de surmonter en partie.

En ce qui concerne les hypothèses, nous serons amenés à en faire en ce qui concerne le développement des activités autres que les services si nous voulons construire ces tableaux comptables. Elles porteront probablement autant sur la production que sur la productivité de ces activités.

- Structure de la population active.

Les hypothèses d'équilibre économique matérialisées par l'établissement, au terme de la projection, des tableaux comptables classiques conduiront à un recoupement supplémentaire par le truchement de la structure de la population active. En effet, la répartition, implicite dans ces tableaux, de la population active devra se recouper avec des projections plus ou moins autonomes basées sur des prolongements raisonnés des tendances.

UNE DEMARCHE EMPIRIQUE POUR LA PROJECTION

Par ces divers recoupements nous pouvons donc espérer atteindre une projection vraisemblable du développement des services dans le cadre d'un équilibre de l'ensemble de l'économie.

La démarche théorique que nous avons rapidement décrite ci-dessus ne représente probablement qu'une ambition pour une grande part illusoire. Deux considérations en effet nous conduisent à tempérer notre optimisme. D'une part les variables explicatives que l'on peut être tenté de prendre en considération pour traduire l'évolution d'activité générale des agents économiques (P.I.B., indicateur de revenu...). Cette évolution est rapide et relativement à sens unique. Or le développement des activités de services est plus rapide peut-être mais évolue dans le même sens. On peut donc craindre que la recherche de corrélations ne conduise qu'à des résultats assez illusoire, puisque l'effet prédominant est celui de la tendance. Bien entendu, la tendance est un mot-paravent qui dissimule les réels mécanisme du développement. Mais rien ne permet actuellement d'analyser ces mécanismes. Il est probable d'ailleurs que, dans l'ignorance où nous sommes confinés, la projection des tendances peut conduire à un résultat satisfaisant si les recoupements prévus ne sont pas trop tendus. D'autre part, les tentatives d'analyse économétrique seront entravées par la discontinuité de l'information dans le temps, information qui, en outre, est assez globale.

RECHERCHE DE METHODES AUXILIAIRES

Toutefois nous devons tenter d'utiliser toutes les possibilités que l'information disponible nous offre. Dans les dernières publications de la Comptabilité Nationale, une série de tableaux d'échanges interindustriels condensés en 6 branches, à prix courants et à prix constants de 1960 à 1966 nous suggère de tenter une expérience.

Nous pensons qu'il faudrait voir s'il est possible de calculer des "opérateurs de transition" permettant de rendre compte de l'évolution observée des divers éléments du tableau d'échanges interindustriels. Si de telles matrices de transitions annuelles moyennes pouvaient être estimées et reconstituer l'évolution constatée valablement sur les sept années, alors on pourrait les utiliser pour la projection à long terme du tableau d'échanges interindustriels simplifié.

Il ne faut pas se dissimuler qu'une telle procédure sous-tend obligatoirement des modèles explicatifs implicites sur lesquels on est en droit de s'interroger.

Les projections qui pourront être réalisées devront conduire à des résultats cohérents avec un certain nombre d'hypothèses de développement généralement admises en France. (croissance économique, population, consommation). Toutefois l'effet de variation autour de ces taux moyens d'évolution devra être sondé.

HYPOTHESES DE CROISSANCE ECONOMIQUE

Source : Réflexion pour 1985.

1 - Population

	1960	1985	Taux de croissance annuel
Population totale (1)	47.780	57.350	0,9 %
Population active (2)	19.110	21.950	0,55 %
<p>(1) Compte tenu des hypothèses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Immigration nette 80.000 par an. . Rapatriements 1.150.000 entre 1960 et 1985. <p>(2) Durée du travail : 40 heures par semaine en 1985. Congés payés : 1 mois en 1985. Age limite de scolarisation : 18 ans en 1985.</p> <p>Accroissement de la proportion de non-actifs.</p>			

2 - P.I.B. plus 4,7 %.

3 - Consommation des ménages plus 4,6 % annuel

La consommation par tête aura été multipliée par 2,5 de 1960 à 1985 (en volume).

Fonctions	Coefficients budgétaires			
	1958	1966	1970	1985
Alimentation	41,6	33,0	28,9	21,7
Habillement	13,0	11,7	12,1	10,0
Habitation	16,3	17,3	17,7	19,2
Hygiène, santé	8,5	12,0	12,9	15,2
Transports et télécommunications	7,3	8,7	10,2	12,9
Culture, loisirs	7,7	7,0	9,1	11,4
Hôtels, café, restaurants et divers	5,6	10,3	9,1	9,6

L'examen des consommations des ménages et de leur élasticité par rapport au revenu permet de déceler certaines tendances : croissance très forte des dépenses médicales, des dépenses de transport, diminution de la part des dépenses alimentaires.

23 JUIN 1972

lex : no 1

